

Observation Partenariale de la Conjoncture

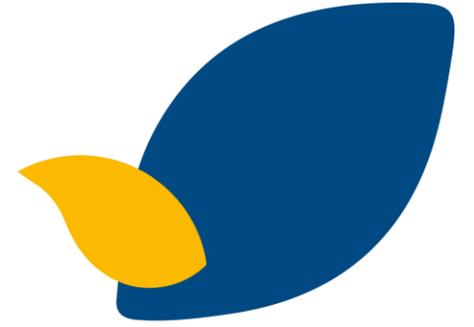
Séance plénière

Réseau des experts régionaux – 30 juin 2025

Visioconférence



Au programme



1

Contexte économique

9h40 - 10h35

Léa Tholozan (Insee)
Béatrice Denuncq (BdF)

- ❑ International et national : PIB, consommation, inflation...
- ❑ Régional : activité, investissement, créations et défaillances d'entreprises...

2

Travail et emploi

10h05 - 10h55

Virginie Meyer (Dreets)
Richard Spinosa (France Travail)

- ❑ Emploi salarié, taux de chômage, demande d'emploi
- ❑ Taux d'accès à l'emploi, offres d'emploi...

3

Portrait sectoriel Transport-Logistique

11h - 11h20

Thierry Lançon (France Travail)

Pause

- ❑ L'essentiel du secteur en région

4

Zoom métier en tension : conducteurs de transport en commun sur route

11h20 - 11h35

Fabien Miroso (Carif-Oref)

- ❑ Chiffres clés emploi-formation
- ❑ Enjeux et pistes d'actions



OPC, c'est quoi ?

✓ Un peu d'histoire...

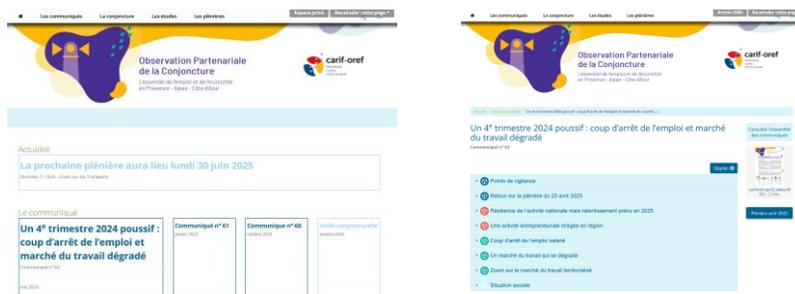
- Lancé en 2009, initiative État-Région, animé par le Carif-Oref
- Suivre et anticiper les effets de la crise des *subprimes* en région
- Drees, Région, Insee, Banque de France, France Travail, Urssaf
- Aujourd'hui, dispositif pérenne de suivi de la conjoncture régionale...
- ... longtemps unique en France (lancement en région ARA en 2021).

✓ Concrètement, c'est chaque trimestre...

- Séance plénière : point de conjoncture (économie, emploi...) + focus thématique
- Communiqué : synthèse et points de vigilance
- Site internet : replay, communiqués, supports, veille...



www.observation-partenariale-conjonjoncture.org





Retour sur la plénière d'avril

✓ Résumé des tendances au 4^e trimestre 2024

- Activité en demi-teinte, regain des créations d'entreprises
- Emploi salarié privé en perte de vitesse : 1^{ère} baisse depuis 10 ans !
- Taux de chômage demeure bas, nombre de DE repart à la hausse
- Accès à l'emploi durable se détériore, baisse des offres d'emploi
- Situation sociale s'améliore : baisse du nombre de BRSA en région

✓ Le **Tourisme** en Provence-Alpes-Côte d'Azur

- Hausse de la fréquentation des hébergements touristiques durant l'été 2024 par rapport à l'été 2023 (en baisse en France)
- 42,3 millions de nuitées entre avril et septembre 2024 (4^e rang des régions)
- Touristes en provenance de l'étranger sont pour la 1^{ère} fois plus nombreux qu'avant la crise sanitaire



[Replay plénière du 25 avril 2025](#)



Contexte économique

1^{er} trimestre 2025



Contexte économique

Léa Tholozan

Cheffe de l'unité conjoncture

Direction régionale de l'Insee
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Béatrice Denuncq

Responsable du département des activités économiques régionales

Direction régionale de la Banque de France
Provence-Alpes-Côte d'Azur



L'épargne des ménages au sommet

Note de conjoncture



T1 2025 - Conjoncture internationale, nationale et démographie des entreprises régionale - OPC 30/06/2025

01

Croissance, trumpisme et gaz à effet de serre

Croissance passée et prévue du PIB dans les principales économies

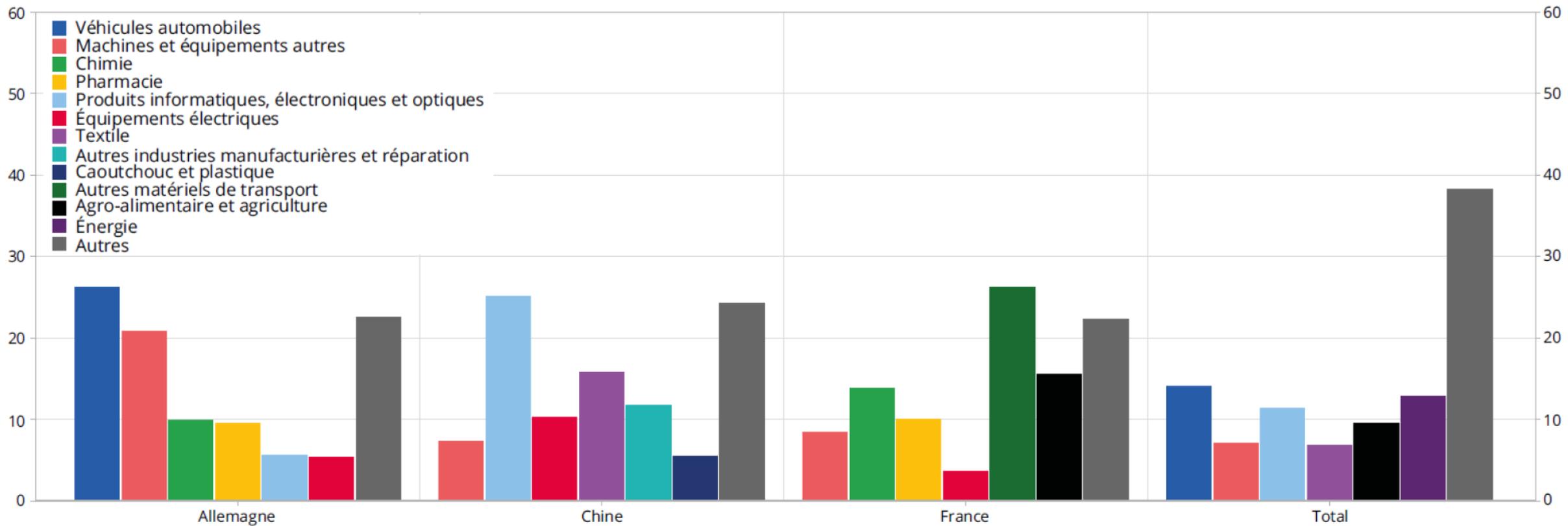
(variations trimestrielles et annuelles – pour les trois dernière colonnes – en %)

	2023		2024				2025				2023	2024	2025
	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
France	0,2	0,4	0,1	0,2	0,4	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	1,6	1,1	0,6
Allemagne	0,2	-0,4	0,2	-0,3	0,1	-0,2	0,4	0,0	0,1	0,2	-0,1	-0,2	0,3
Italie	0,1	0,2	0,2	0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	0,1	0,1	0,8	0,5	0,5
Espagne	0,7	0,7	1,0	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,5	0,5	2,7	3,2	2,4
Royaume-Uni	-0,1	-0,2	0,9	0,5	0,0	0,1	0,7	0,0	0,2	0,2	0,4	1,1	1,0
États-Unis	1,1	0,8	0,4	0,7	0,8	0,6	-0,1	0,7	0,4	0,4	2,9	2,8	1,8
Chine	1,5	0,9	1,3	1,0	1,4	1,6	1,2	0,8	0,8	0,8	5,2	5,0	4,6
Zone euro	0,0	0,1	0,3	0,2	0,4	0,3	0,6	0,1	0,2	0,2	0,6	0,8	1,3

■ Prévisions.

Source : Insee, Destatis, Istat, INE, ONS, BEA, NBSC, prévisions Insee.

Composition des importations américaines de biens par pays de provenance (en %)



Note : seuls les six premiers produits ont été conservés par pays et le reste des 12 produits ont été regroupés sous l'étiquette « Autres ». Les services et la construction n'ont pas été représentés sur ce graphique.

Lecture : les importations américaines de biens venant de France sont à 26 % issus des « autres matériels de transport », 16 % de l'agro-alimentaire et de l'agriculture, 14 % de la chimie, 10 % de la pharmacie, 8 % en machines et autres équipements et 22 % d'autres produits

Source : OCDE, données 2019 calculs Insee.

- **Croissance T1 2025 :**

Le commerce mondial a bondi de 1,7 % par anticipation de l'augmentation des droits de douane

- **Europe** : regain d'activité pour le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie mais la France à la traîne
- **Chine** : la croissance du pays repose à moitié sur le commerce extérieur
- **États-Unis** : + 9,3 % d'importations

- **Prévisions**

L'embellie du commerce mondial serait temporaire.

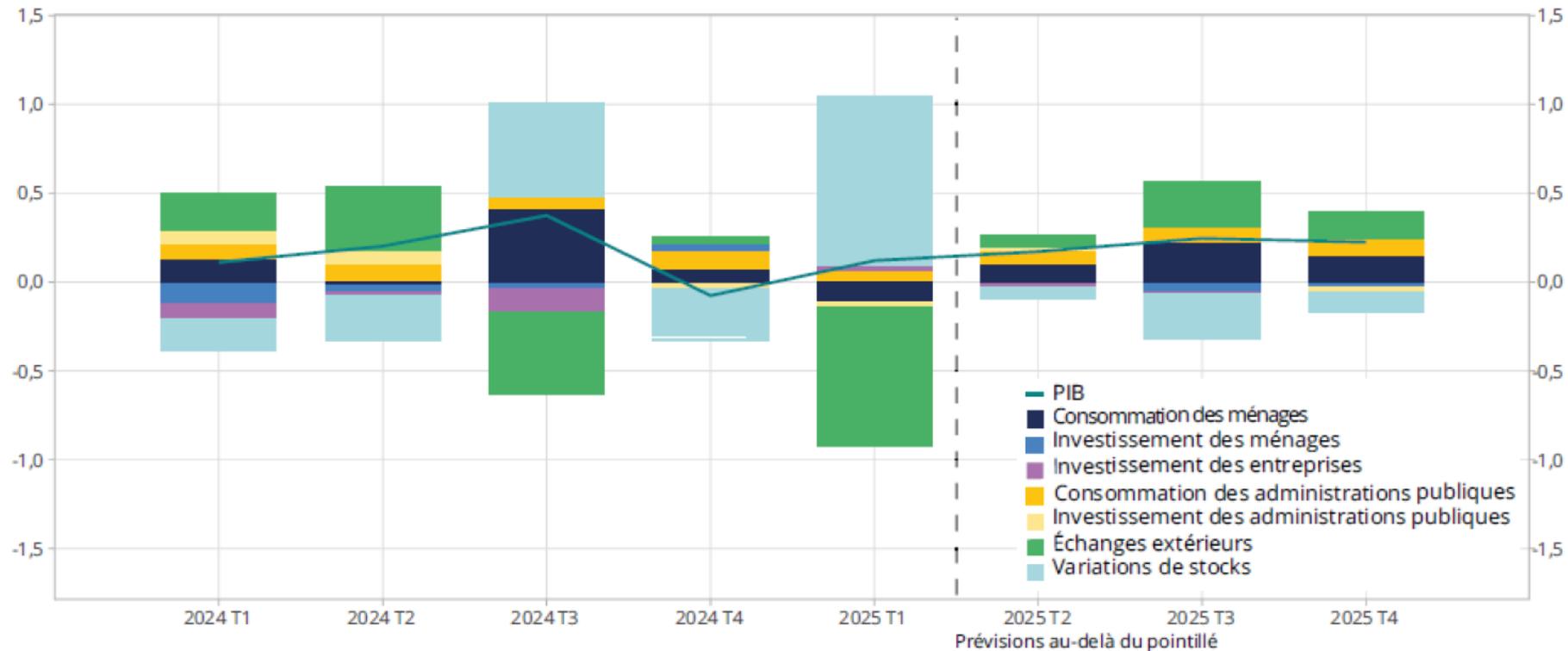
⇒ Droits de douane américains à un niveau inédit depuis les années 30

- *Le commerce mondial se replierait et resterait freiné jusqu'à la fin de l'année*
- *L'économie américaine ralentirait*
- *La baisse des ventes pèserait sur l'activité des pays les plus exportateurs vers les États-Unis (Chine notamment)*

	2024				T1	2025				2023	2024	2025
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4				
Produit intérieur brut	0,1	0,2	0,4	-0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	1,6	1,1	0,6	

Variations trimestrielles du PIB et contributions des principaux postes de la demande

(variations trimestrielles en % ; contributions en points)

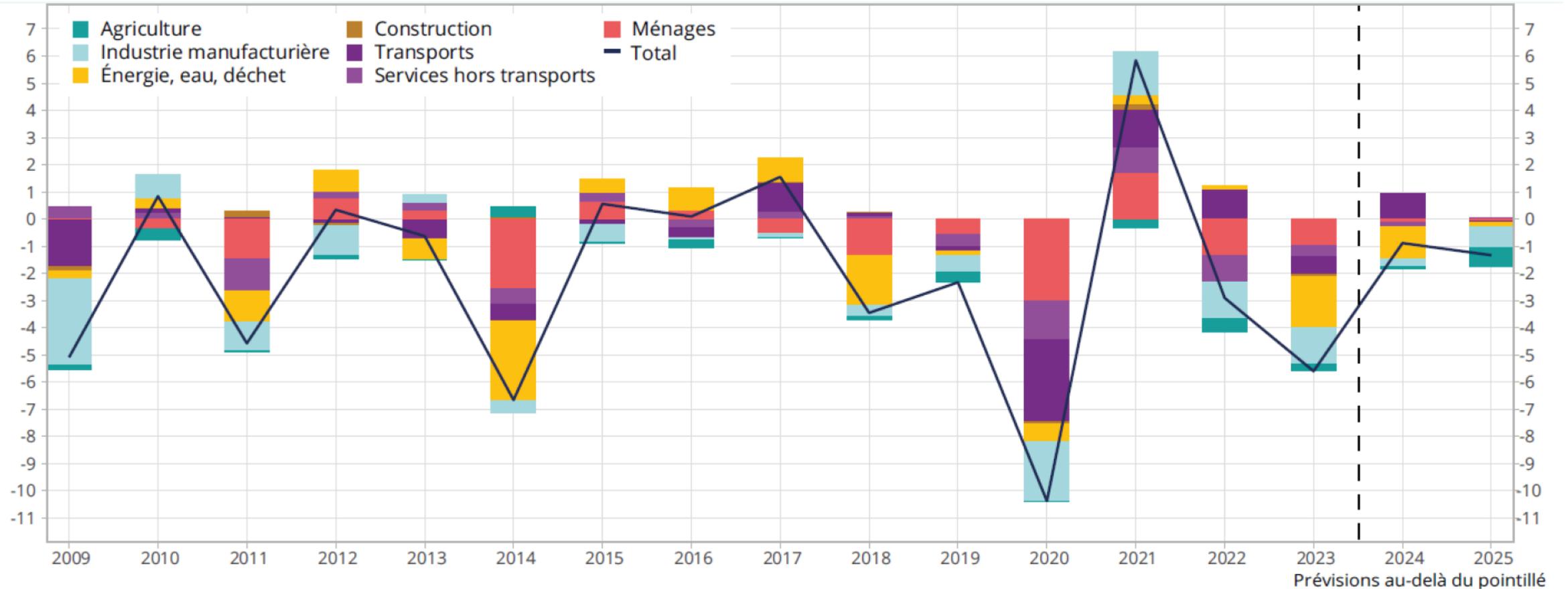


Source : Insee

Lecture : au deuxième trimestre 2025, le PIB augmenterait de 0,2 % par rapport au premier trimestre ; la contribution de la consommation des ménages à cette évolution serait d'environ +0,1 point.

Contributions à l'évolution des émissions de gaz à effet de serre en France, par secteur

(variation annuelle en % ; contributions en points)



Dernier point observé : 2023.

Lecture : en 2023, les émissions observées ont diminué de -5,6 % ; elles baisseraient de -0,9 % en 2024.

Source : Citepa, Sdes, Insee, calculs Insee.

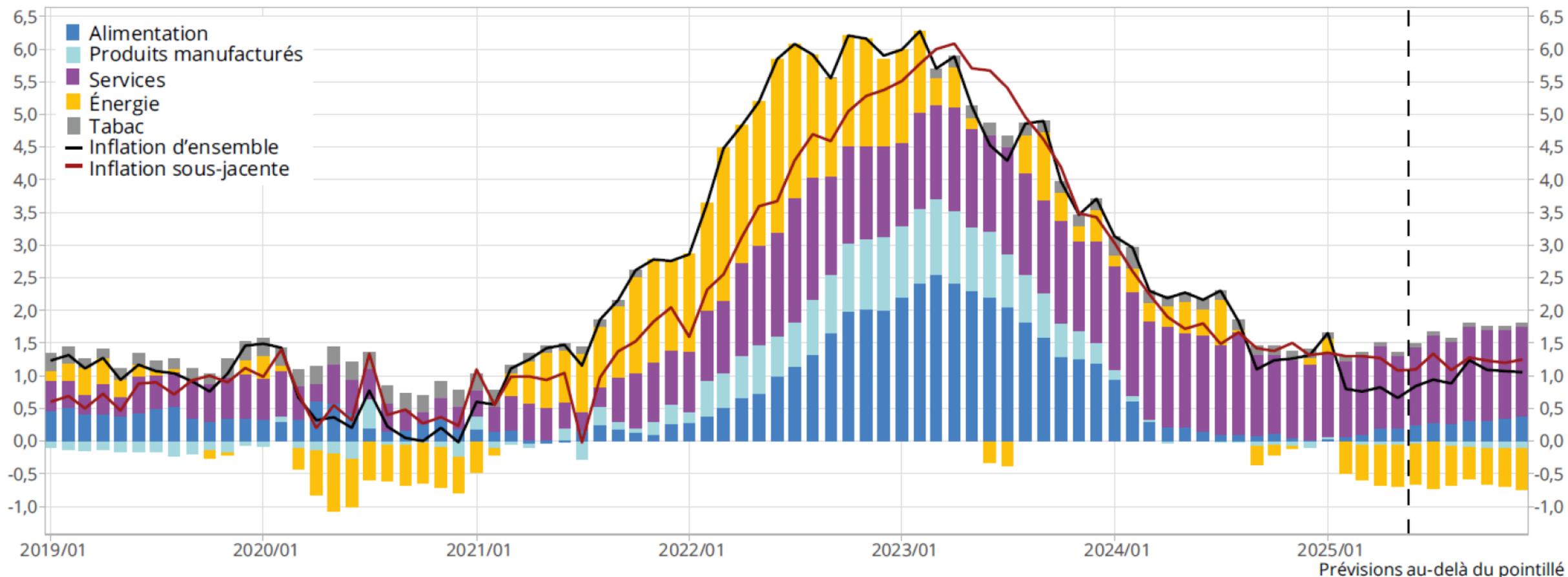
- **La croissance** est faible au T1 (+0,1 %)
 - ⇒ Contrairement à ses voisins, le **commerce extérieur** a pesé sur la croissance à cause de la baisse des livraisons aéronautiques ce trimestre
- **Les émissions de GES** auraient baissé de **0,9 %** sur un an en **2024**
 - ⇒ Grâce notamment à la **production d'électricité** dont la composante fossile a atteint un minimum historique en 2024.
 - ⇒ Rythme inférieur à celui nécessaire pour respecter les engagements climatiques de la France, de **-5 % en moyenne par an**
- **Prévisions 2025** : *Croissance augmenterait légèrement : +0,2 % sur les trois prochains trimestres*
 - ⇒ *Contexte peu porteur du côté du climat des affaires et de la confiance des ménages*
 - ⇒ *Ménages : La consommation retrouverait un peu d'élan et l'investissement en construction se replierait moins fortement*
 - ⇒ *Commerce extérieur : les exportations rebondiraient, en particulier dans l'aéronautique*

02 Inflation et épargne en France

L'inflation française est significativement plus faible que dans les autres pays européens

Inflation d'ensemble et contributions par poste

(glissement annuel en % de l'indice des prix à la consommation et contributions en points)

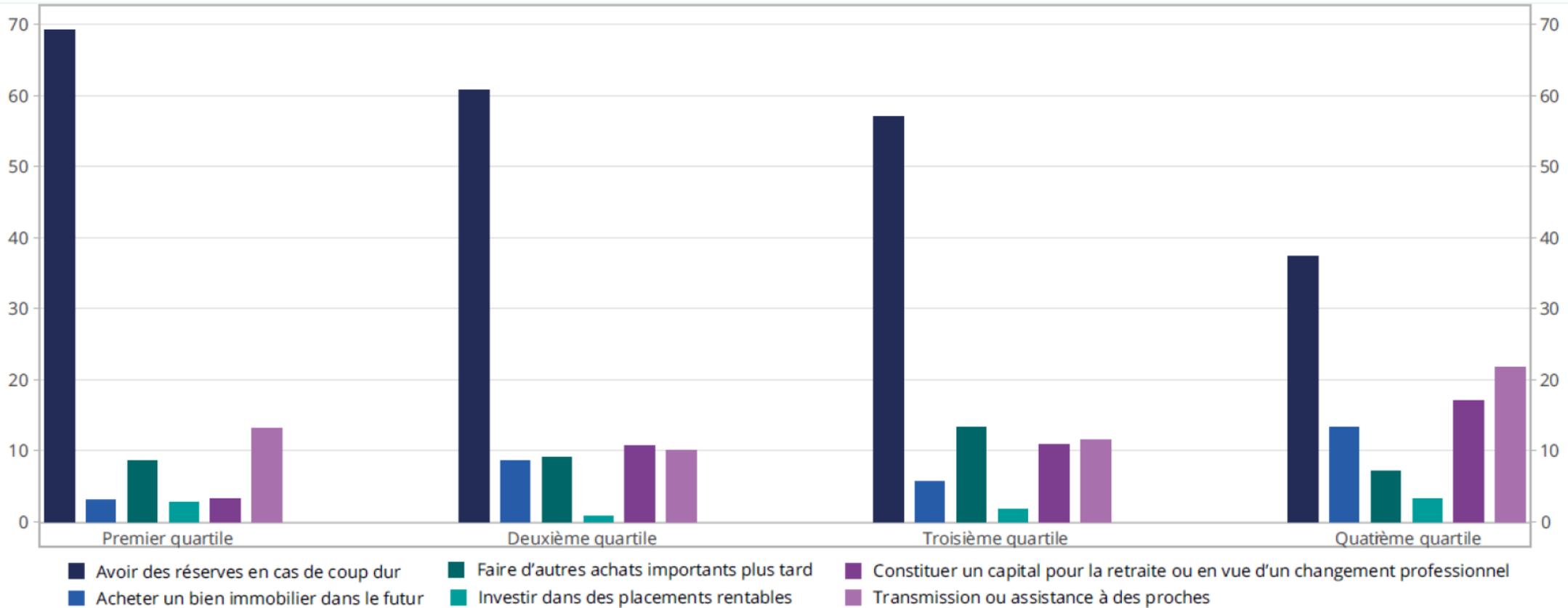


Dernier point : mai 2025, IPC définitif.

Lecture : en mai 2025, l'inflation d'ensemble s'élève à +0,7 %. L'énergie y contribue à hauteur de -0,7 point, tandis que les services y contribuent pour +1,1 point.

Source : Insee

Motivation principale à l'épargne, par niveau de vie (en %)

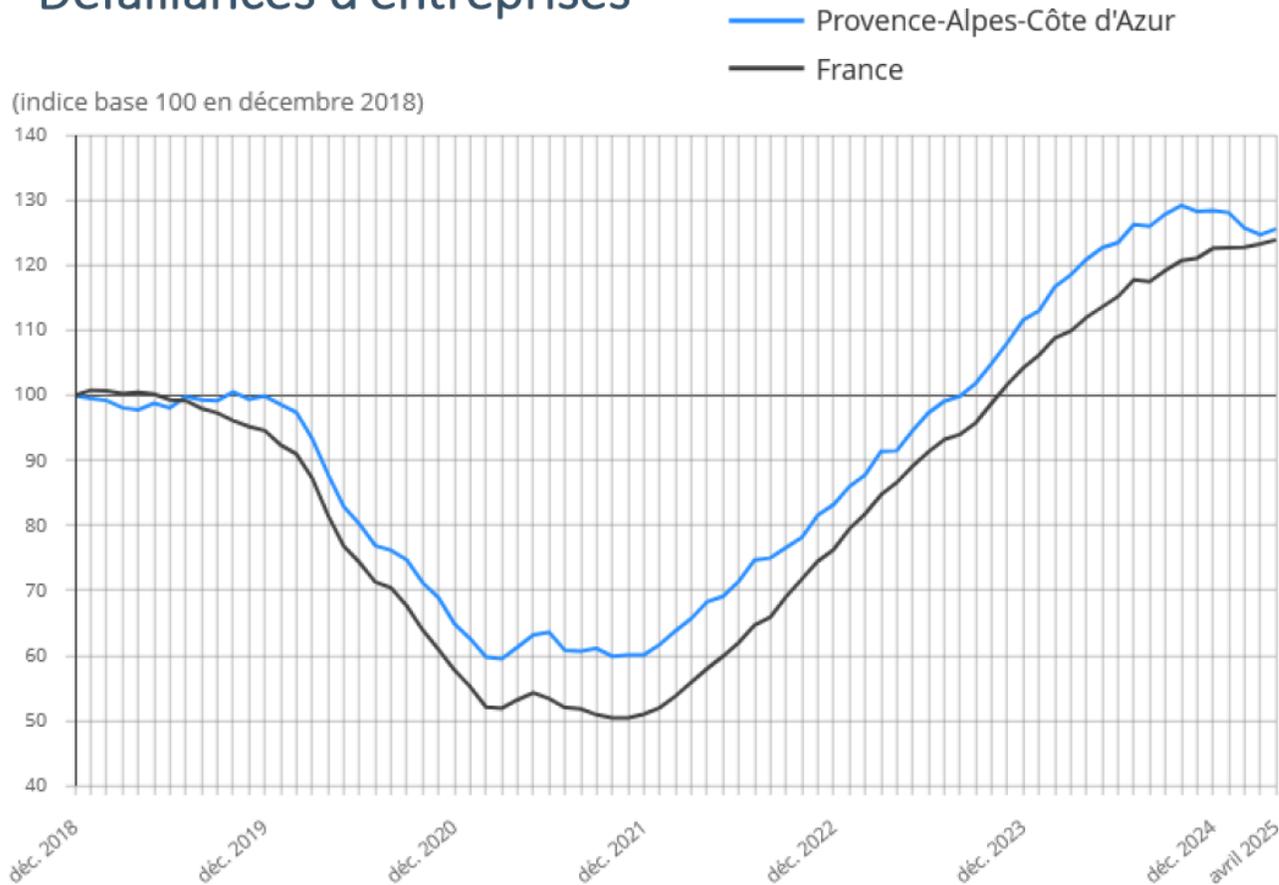


Note : les ménages déclarant épargner étaient interrogés sur la raison prioritaire pour laquelle ils mettent de l'argent de côté (une seule réponse possible).
Lecture : en mars 2025, la part des épargnants des 25 % les plus modestes déclarant mettre de côté principalement pour avoir des réserves en cas de coup dur est de 69 %.
Champ : ménages vivant en logement ordinaire en France métropolitaine et ayant déclaré mettre de l'argent de côté (43 % des ménages en mars 2025).
Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages.

- Reflux de l'**inflation** se poursuit : à **+0,7 %** sur un an en mai 2025.
 - ⇒ L'inflation est significativement plus faible en France que dans les autres pays européens
 - ⇒ Grâce à la baisse du cours du baril, à la dynamique salariale moins prononcée, à la fixation des tarifs de l'électricité et à la baisse des prix des télécommunications
 - ⇒ L'inflation alimentaire commence à reprendre notamment à cause de l'envolée des cours des denrées tropicales
- Au T1 2025, la **consommation des ménages** a diminué de **0,2 %** de façon inattendue, malgré les gains de pouvoir d'achat de 2024.
 - ⇒ 7/10 ménages déclarent limiter leur consommation
- Le **taux d'épargne** atteint **18,8 %** au plus haut depuis la fin des années 70 (*hors covid*)
 - ⇒ 4/10 ménages déclarent mettre de l'argent de côté
 - ⇒ Les personnes âgées de 65 ans ou plus ont contribué pour environ 2/3 de la hausse du taux d'épargne entre 2023 et 2024 grâce à la revalorisation des retraites qui a été principalement épargnée

03 Défaillances et créations d'entreprises en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Défaillances d'entreprises



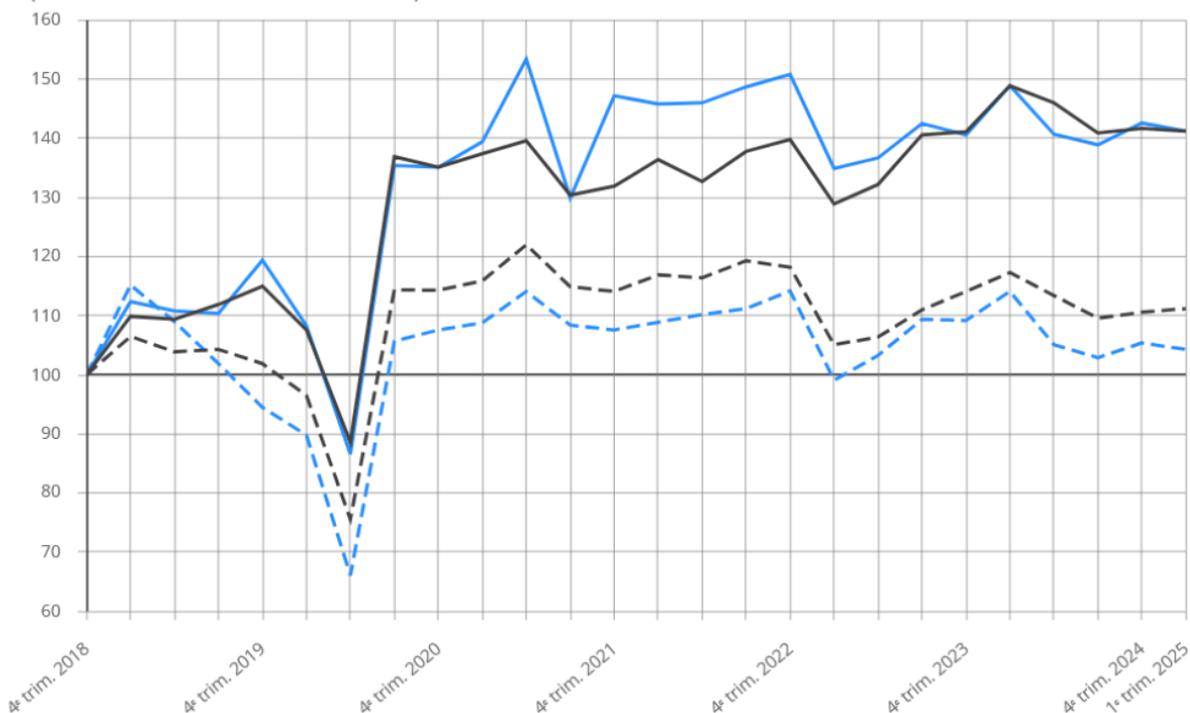
Notes : Données mensuelles brutes au 6 juin 2025, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.
Source : Fiben, Banque de France.

- **6 500 défaillances** en PACA entre avril 2024 et mars 2025 :
 - ⇒ **+5 %** sur un an
 - ⇒ **-3 %** sur un trimestre
- **Par secteur :** Ralentissement ou baisse des défaillances dans presque tous les secteurs
 - ⇒ Les transports observent une baisse sur un an (**-11%**) pour la première fois depuis fin 2021
- **Par département :** Ralentissement ou baisse dans tous les départements
 - ⇒ en particulier dans les Alpes-de-Haute-Provence et le Var qui concentrent près d'1/4 des défaillances régionales
 - ⇒ **Baisse de 4 %** dans le Vaucluse

Créations d'entreprises

- Provence-Alpes-Côte d'Azur hors micro-entrepreneurs
- France hors micro-entrepreneurs
- Provence-Alpes-Côte d'Azur y compris micro-entrepreneurs
- France y compris micro-entrepreneurs

(indice base 100 au 4^e trimestre 2018)



Note : Données CVS-CJO

Champ : Ensemble des activités marchandes hors agriculture

Source : Insee, SIDE

26 300 créations d'entreprises au premier trimestre 2025 :

⇒ **-1,0 %** sur un trimestre et **-5,2 %** sur un an

– 2/3 des créations sont des **micro-entrepreneurs**.

⇒ **-1,0 %** de créations sur un trimestre

– Pour les **entreprises classiques** :

⇒ **-1,1 %** sur un trimestre

Par secteurs : baisse dans tous presque tous les secteurs

⇒ la plus forte dans l'industrie (**- 10 %**)

⇒ hausse seule dans le secteur du commerce et hébergement-restauration (**+ 5 %**)



OBSERVATOIRE PARTENARIAL DE LA CONJONCTURE

BÉATRICE DENUNCQ

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES
RÉGIONALES

Marseille, le 30 Juin 2025

PROJECTIONS MACRO ECONOMIQUES FRANCE

PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES – JUIN 2025

BDF-INTER

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

	2023	2024	2025	2026	2027
PIB réel	1,6	1,1	0,6	1,0	1,2
	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>- 0,1</i>	<i>- 0,2</i>	<i>- 0,1</i>
IPCH	5,7	2,3	1,0	1,4	1,8
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>- 0,3</i>	<i>- 0,2</i>	<i>- 0,1</i>
IPCH hors énergie et alimentation	4,0	2,3	1,9	1,7	1,6
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>- 0,1</i>	<i>- 0,2</i>
Taux de chômage (BIT, France entière, % de la population active)	7,3	7,4	7,6	7,7	7,4
	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>- 0,2</i>	<i>- 0,1</i>	<i>0,0</i>

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de mars 2025, fondée sur les comptes trimestriels du 28 février 2025, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.

Sources : Insee pour 2023 et 2024 (comptes nationaux trimestriels du 28 mai 2025, non publiés lors de la finalisation de l'exercice de prévision Eurosysteme), projections Banque de France sur fond bleuté (réalisées à partir des comptes nationaux trimestriels du 30 avril 2025).

Source : Banque de France - Projections macroéconomiques – Juin 2025

CLASSIFICATION : RESTREINTE

8

TABLEAU DE BORD • 2025



CLASSIFICATION : RESTREINT

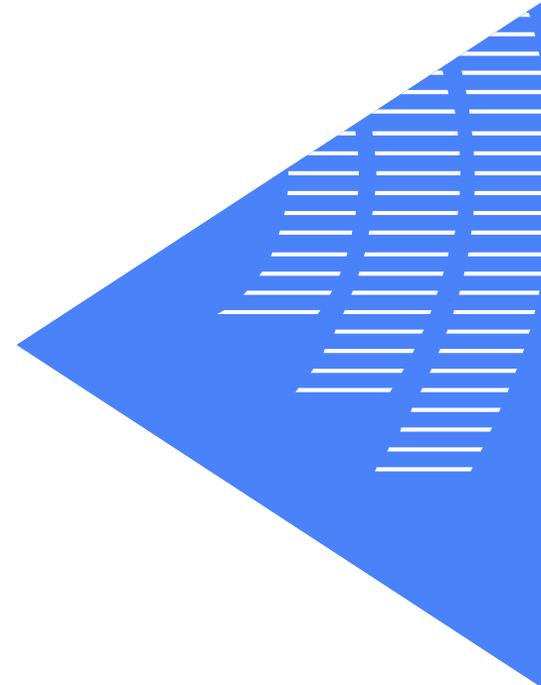
23

Source : Banque de France, projections macroéconomiques

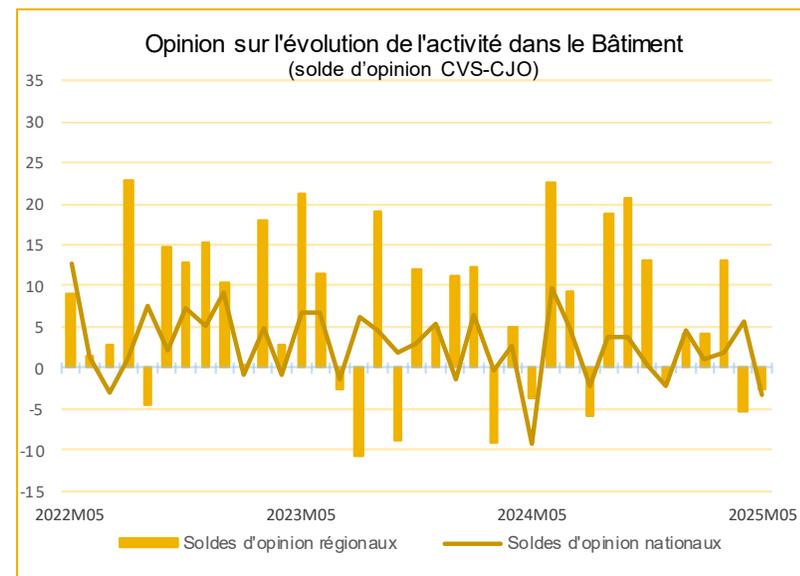
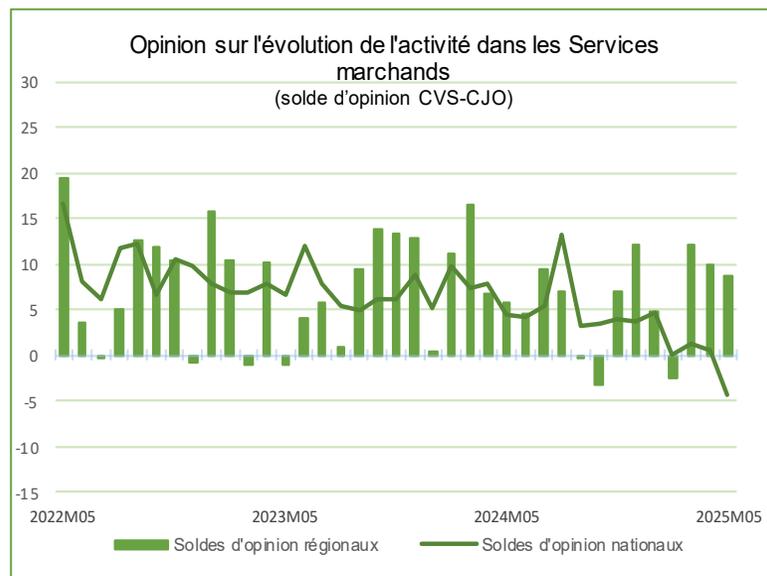
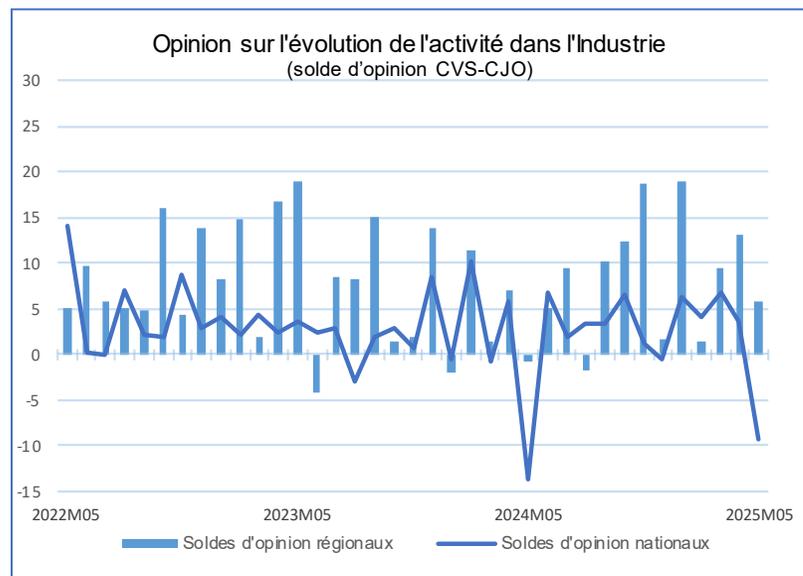


1

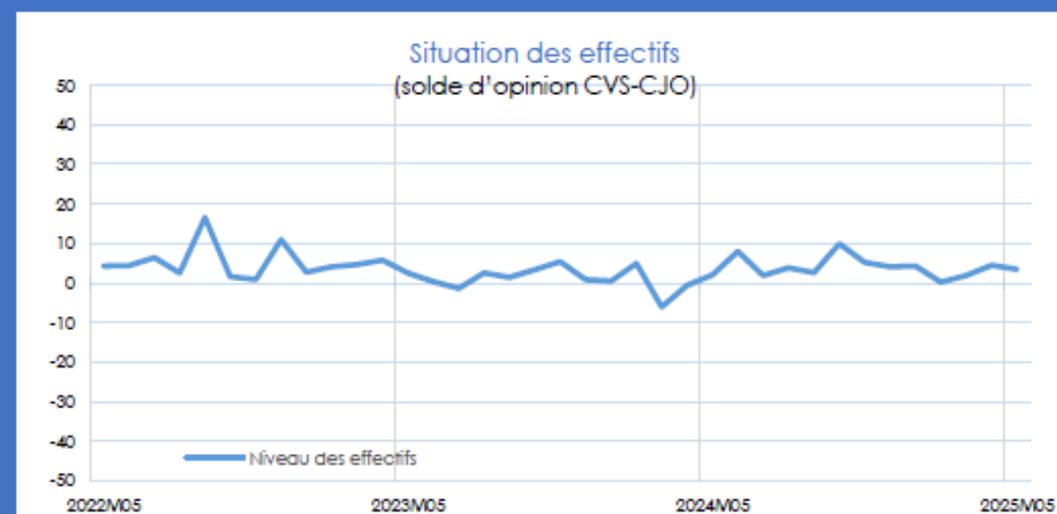
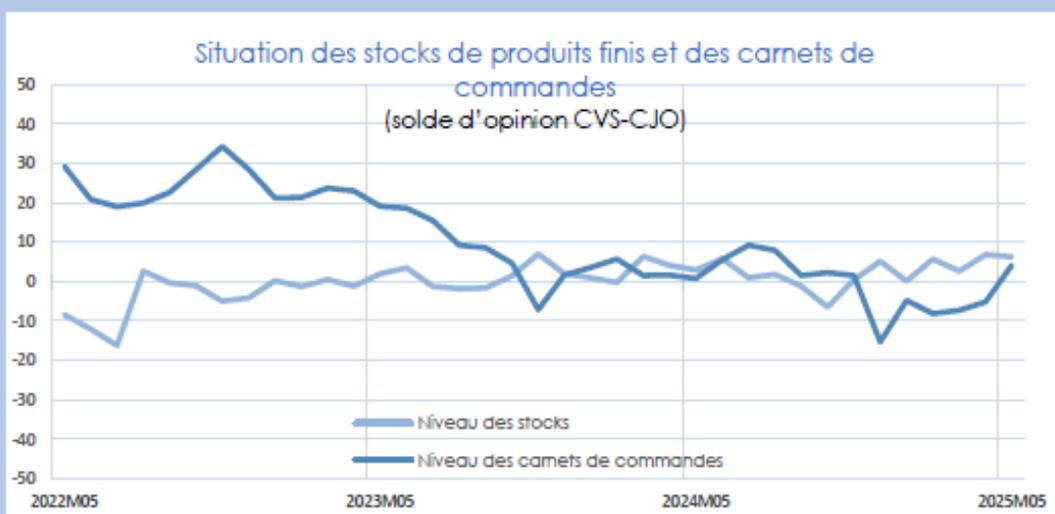
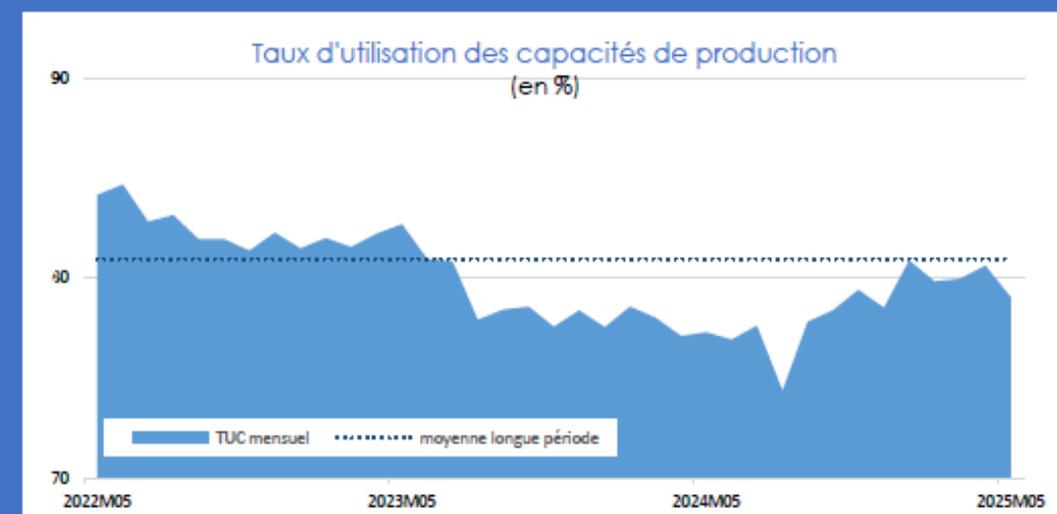
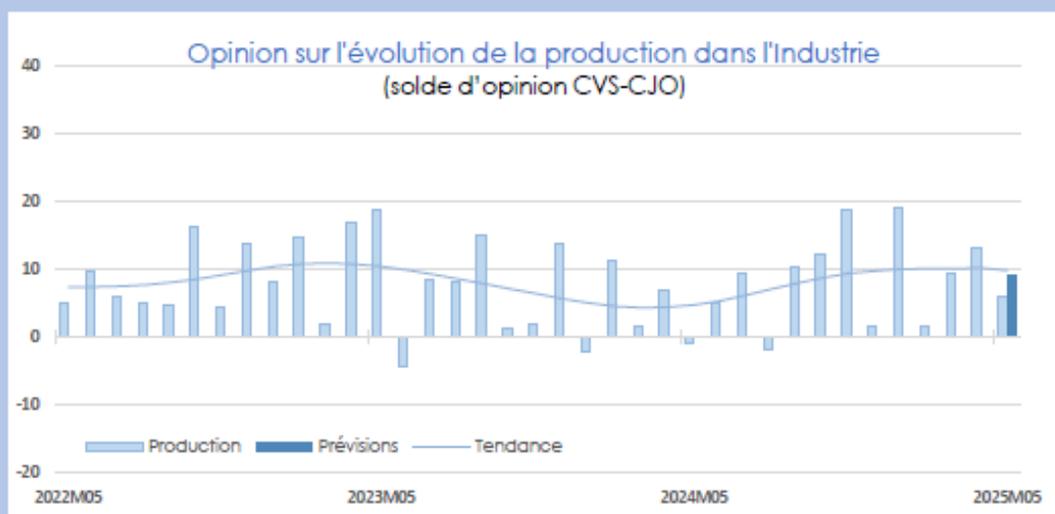
CONJONCTURE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



SOLDES D'OPINIONS A FIN MAI 2025

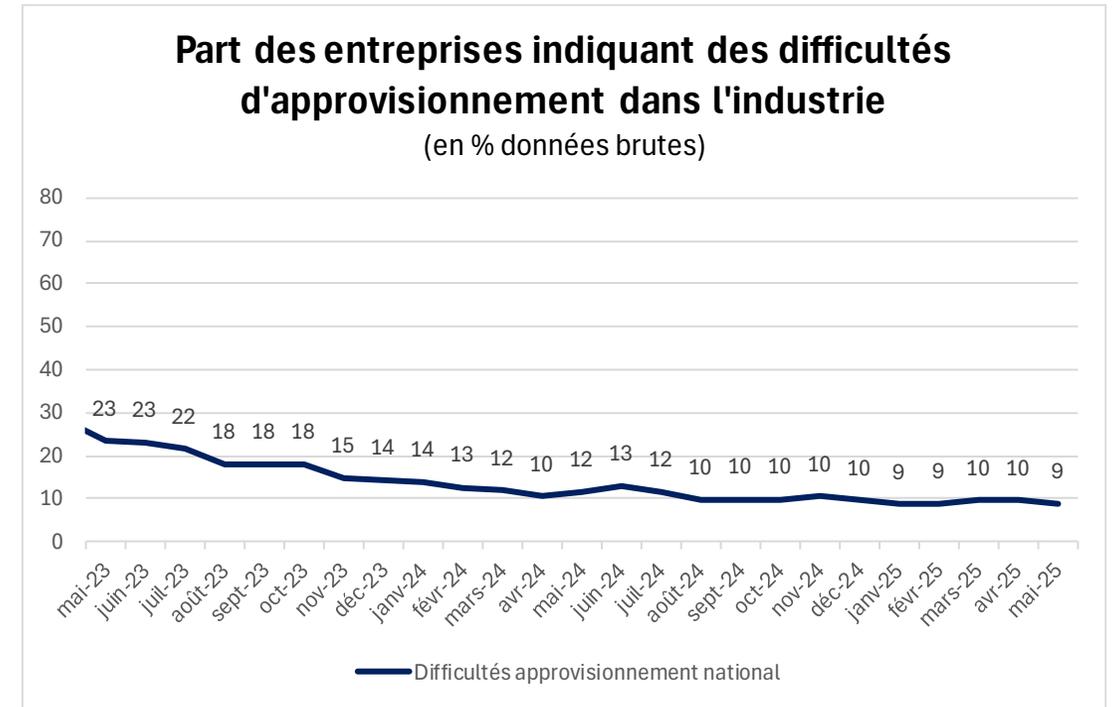
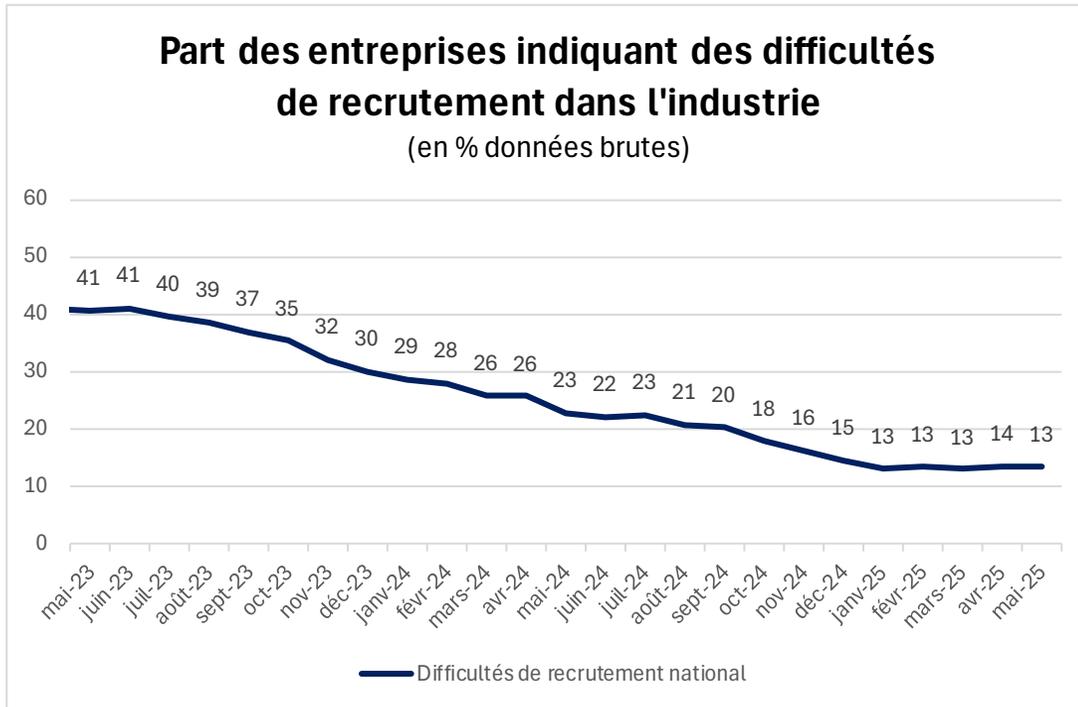


CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE – INDUSTRIE



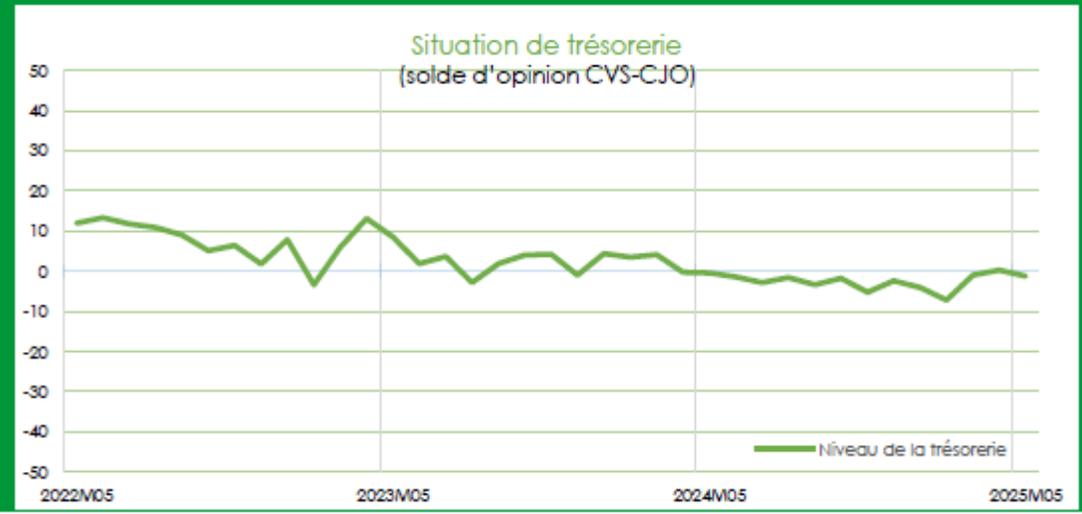
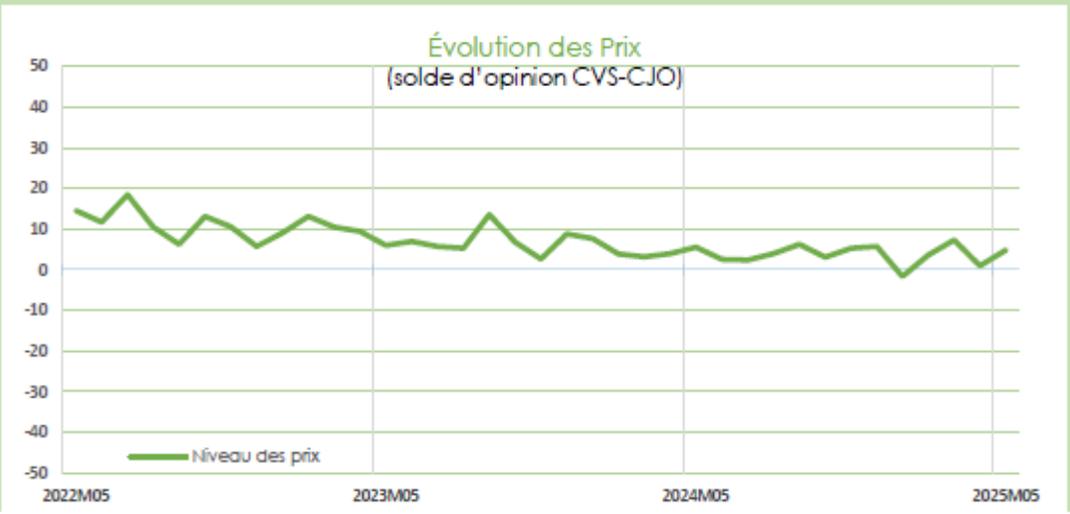
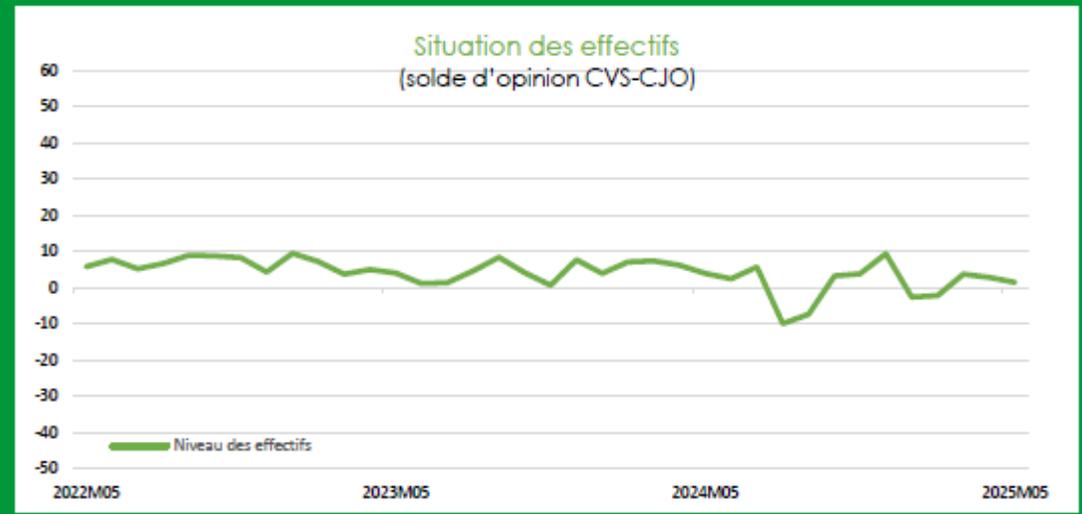
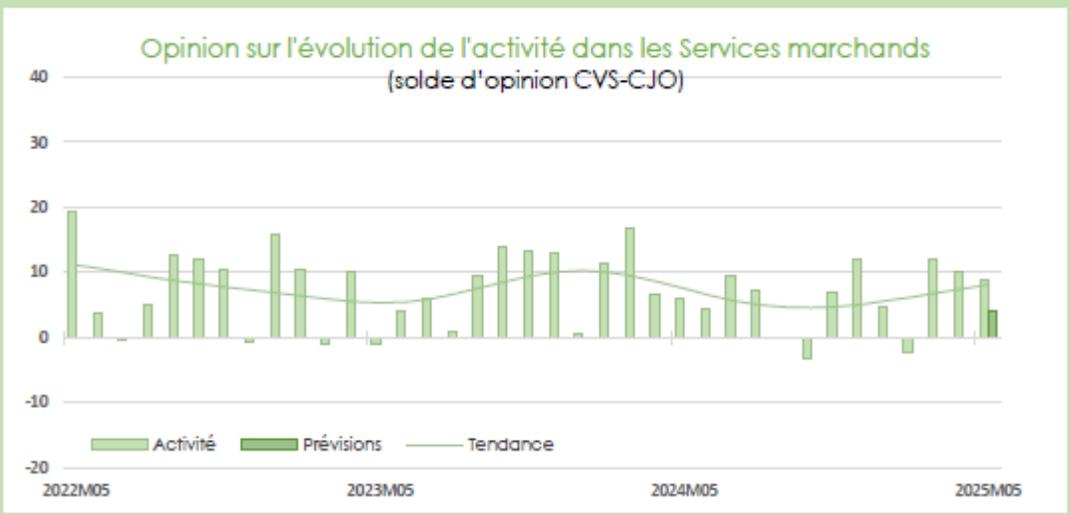
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE NATIONALE– INDUSTRIE

Difficultés de recrutement et d’approvisionnement au niveau national



CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE – SERVICES MARCHANDS

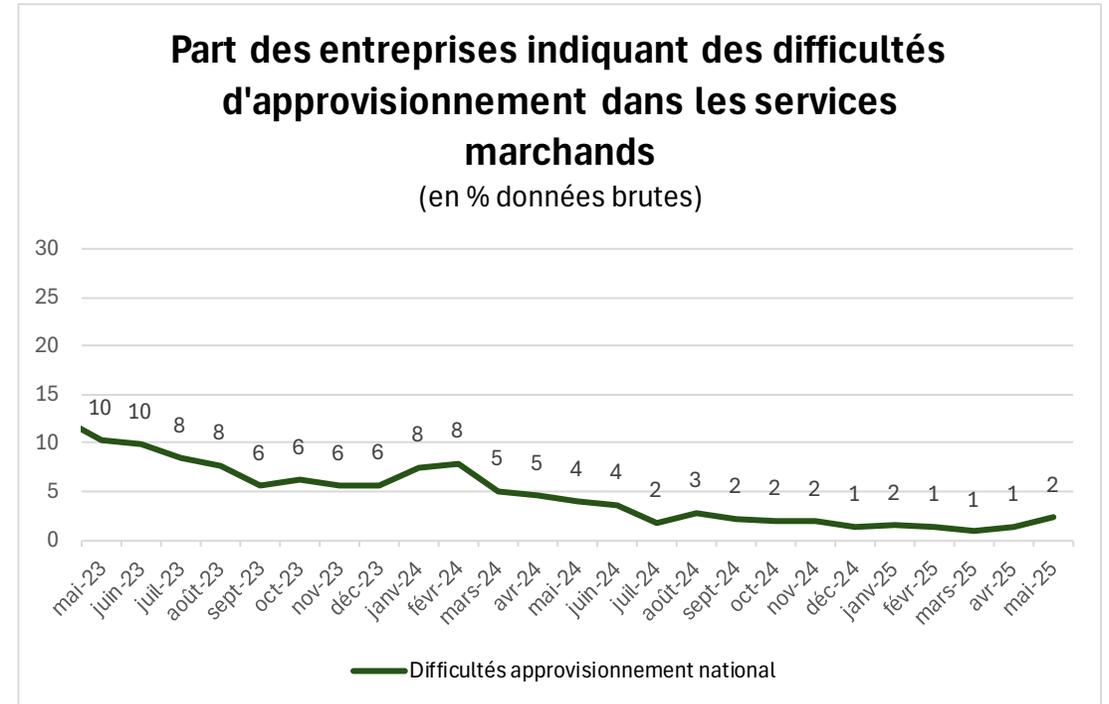
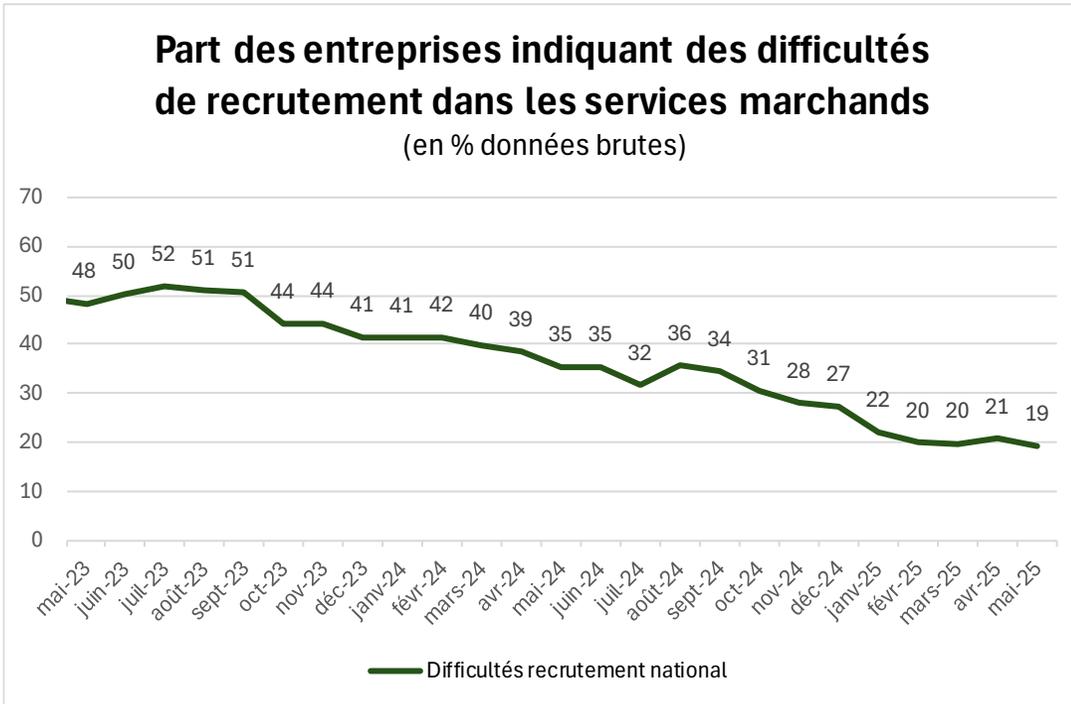
SERVICES MARCHANDS



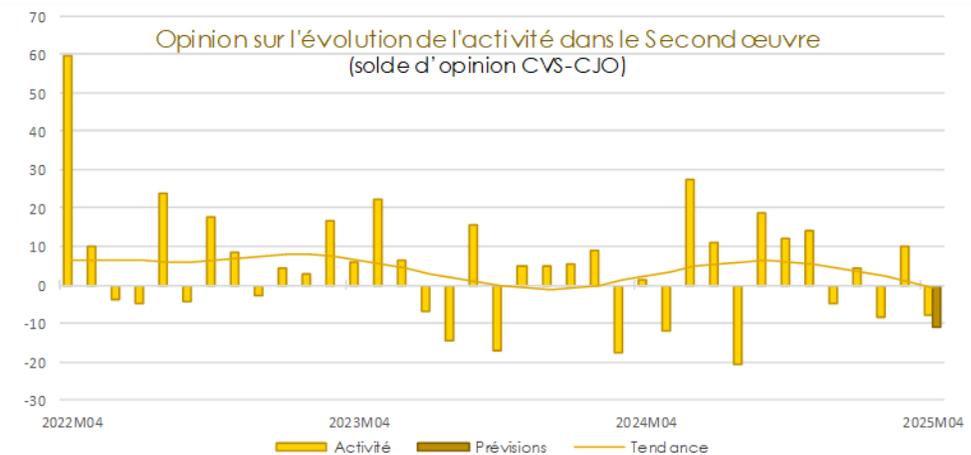
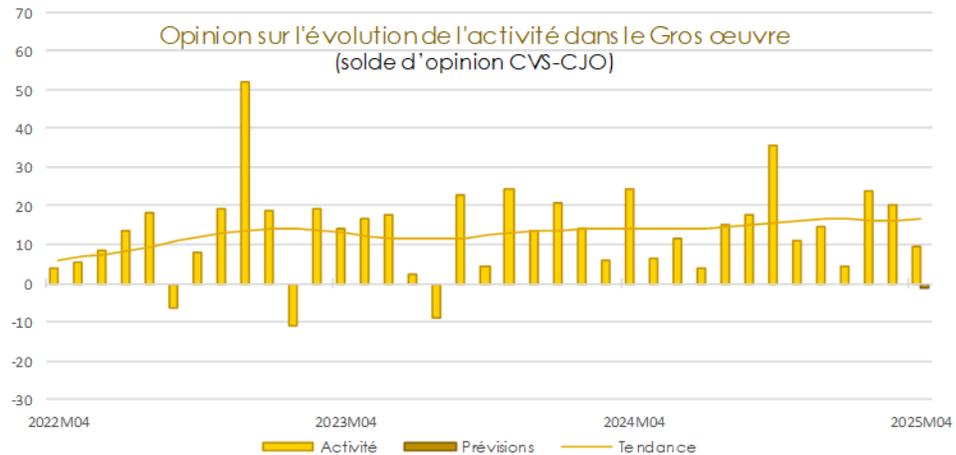
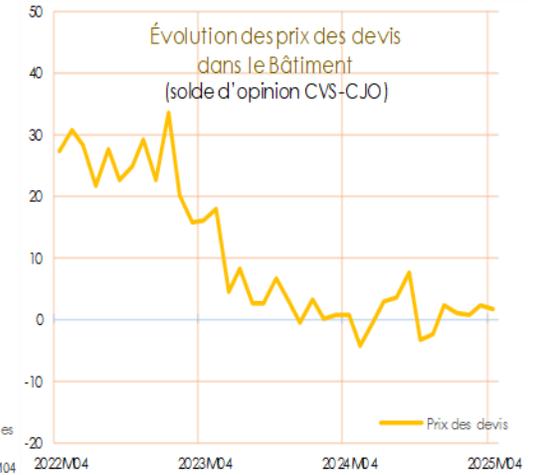
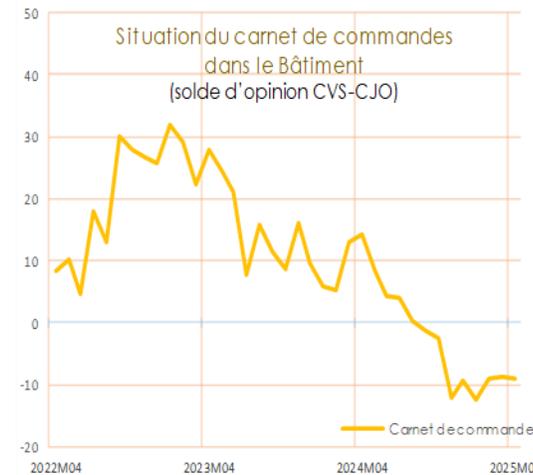
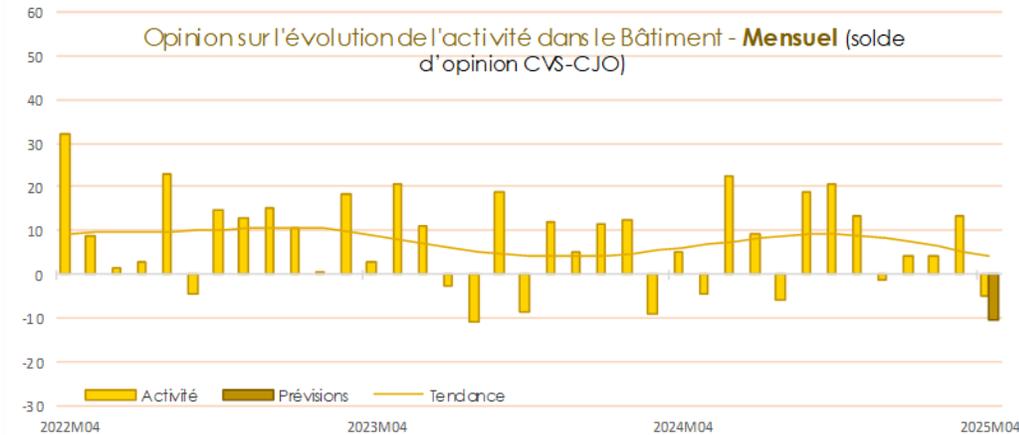
Source Banque de France – SERVICES

CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE – SERVICES MARCHANDS

Difficultés de recrutement et d’approvisionnement au niveau national



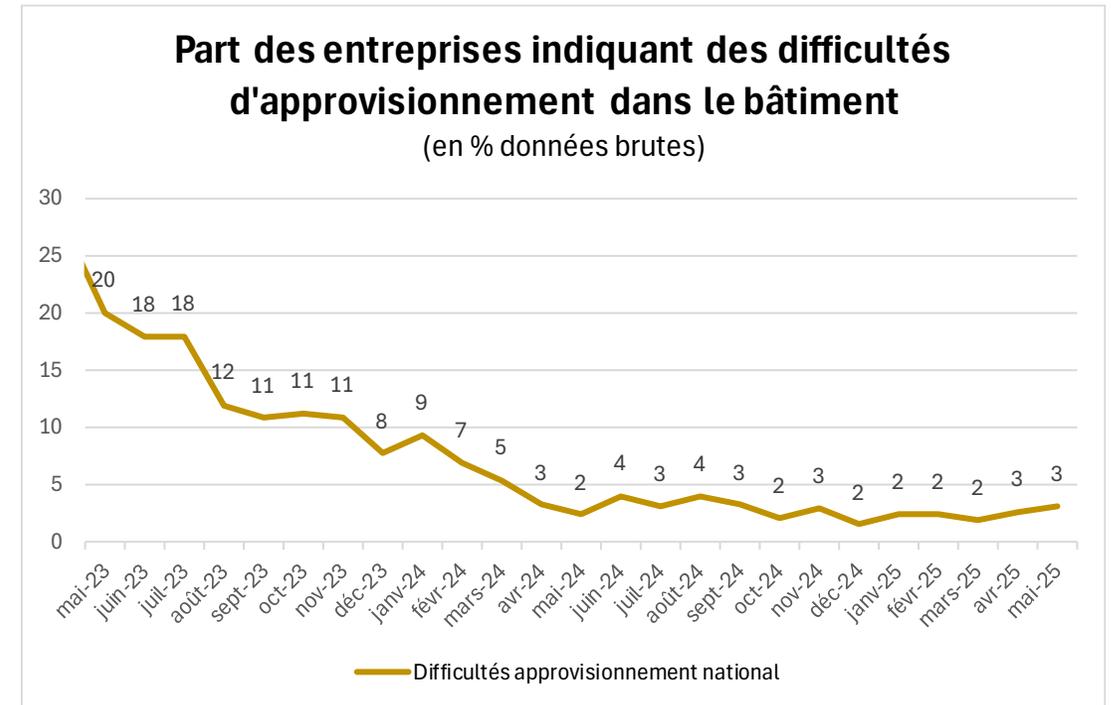
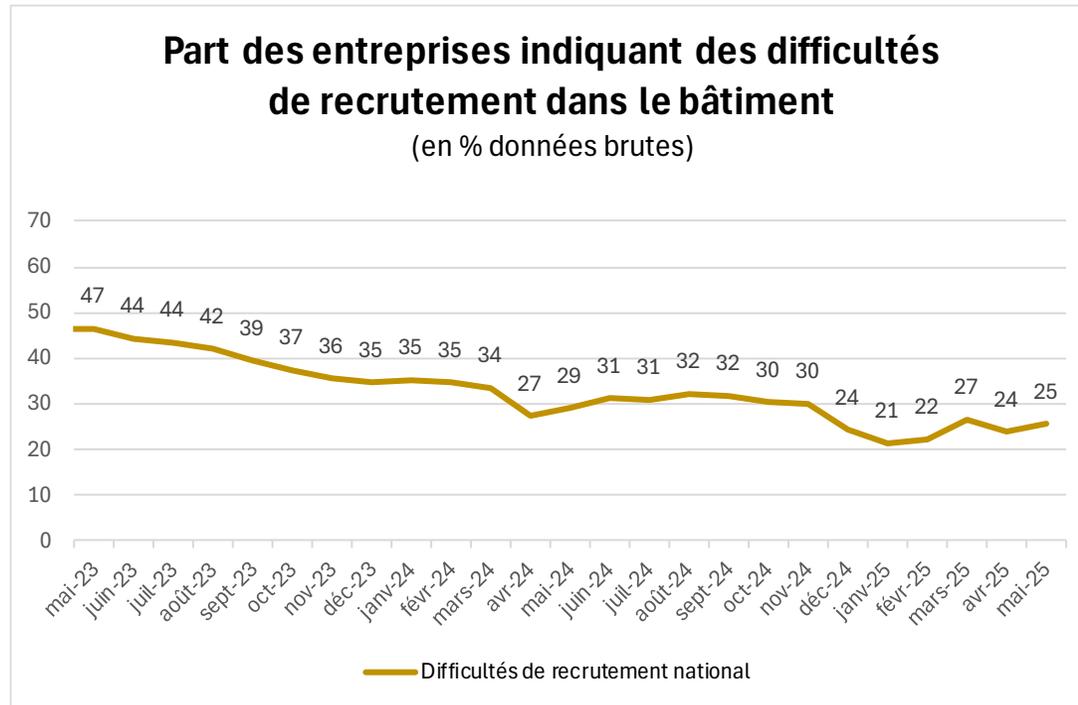
CONJONCTURE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE – BÂTIMENT



Source : Banque de France - Tendances régionales : Provence-Alpes-Côte d'Azur – Avril 2025

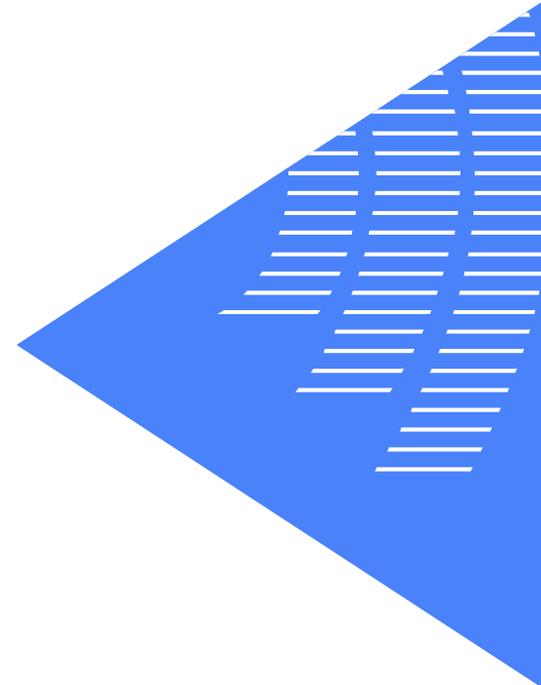
CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE – BATIMENT

Difficultés de recrutement et d’approvisionnement au niveau national



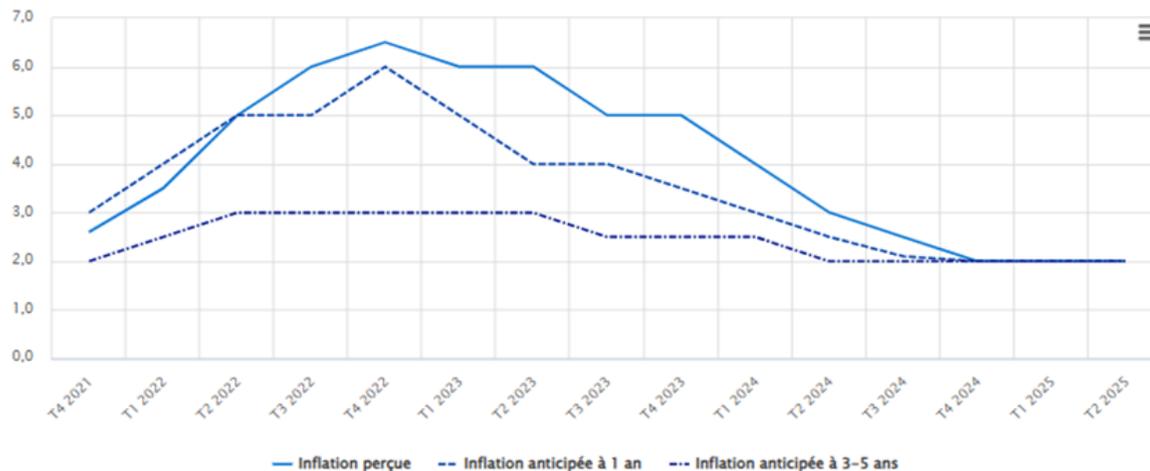
2

LES ANTICIPATIONS D'INFLATION

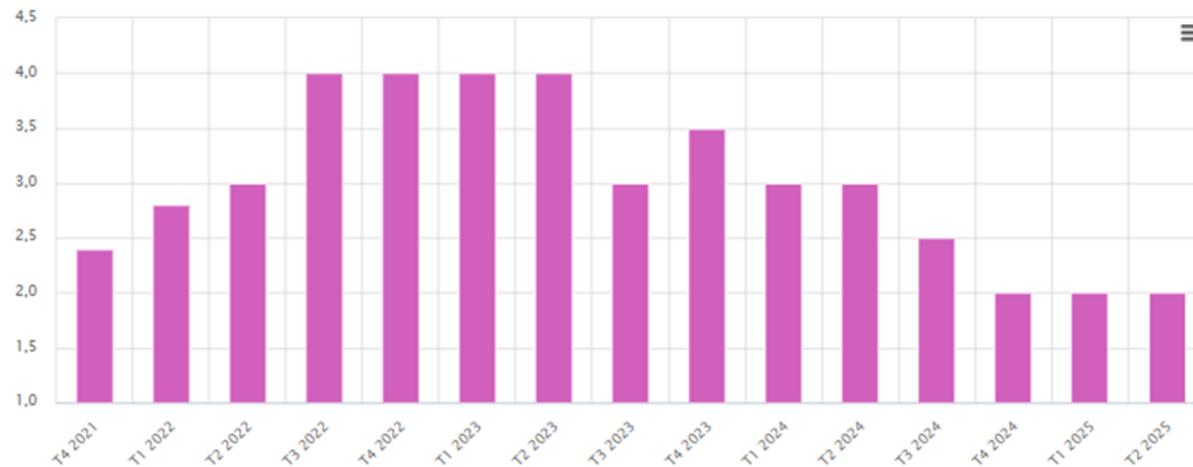


PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES – ANTICIPATIONS D'INFLATION 2025T2

Évolution de la perception et des anticipations d'inflation (médianes en %)



Évolution de l'anticipation à un an des salaires de base (médiane en %)



Source : Banque de France - Anticipations d'inflation 2025T2



Emploi et marché du travail

1^{er} trimestre 2025



Emploi et marché du travail

Virginie Meyer

Adjointe au chef du service étude, statistique, évaluation

Dreets

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Richard Spinosa

Directeur de la performance

Direction régionale de France Travail

Provence-Alpes-Côte d'Azur





**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

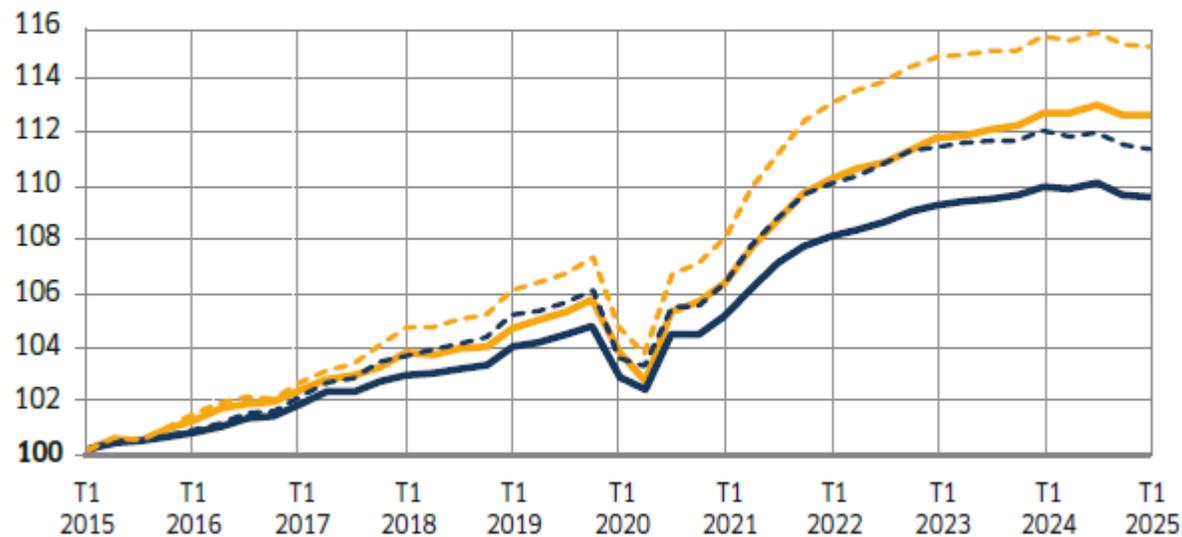
Vers un retournement du marché du travail ?

Services études, statistiques, évaluation

L'emploi salarié se stabilise

1 Évolution de l'emploi salarié (données CVS, base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

— Total Provence-Alpes-Côte d'Azur — Total France métro.
- - - Secteur privé Provence-Alpes-Côte d'Azur - - - Secteur privé France métro.



Au T1 2025
(par rapport au T4 2024)

stable (après -0,3 %)

-0,1 % (après -0,4 %)

Note : données provisoires

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee

Seul le département des Bouches-du-Rhône crée des emplois ce trimestre

Emploi salarié par département

	Emploi salarié (en nombre)			Variation (en %)	
	2025T1	2024T4	2024T1	trimestrielle	annuelle
Alpes-de-Haute-Provence	57 016	57 415	57 898	-0,7	-1,5
Hautes-Alpes	52 414	52 694	52 418	-0,5	-0,0
Alpes-Maritimes	435 485	436 067	437 697	-0,1	-0,5
Bouches-du-Rhône	891 457	889 642	887 101	+0,2	+0,5
Var	373 667	374 058	375 533	-0,1	-0,5
Vaucluse	212 765	213 405	213 610	-0,3	-0,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 022 804	2 023 281	2 024 258	-0,0	-0,1
France métropolitaine	26 408 316	26 428 902	26 501 563	-0,1	-0,4

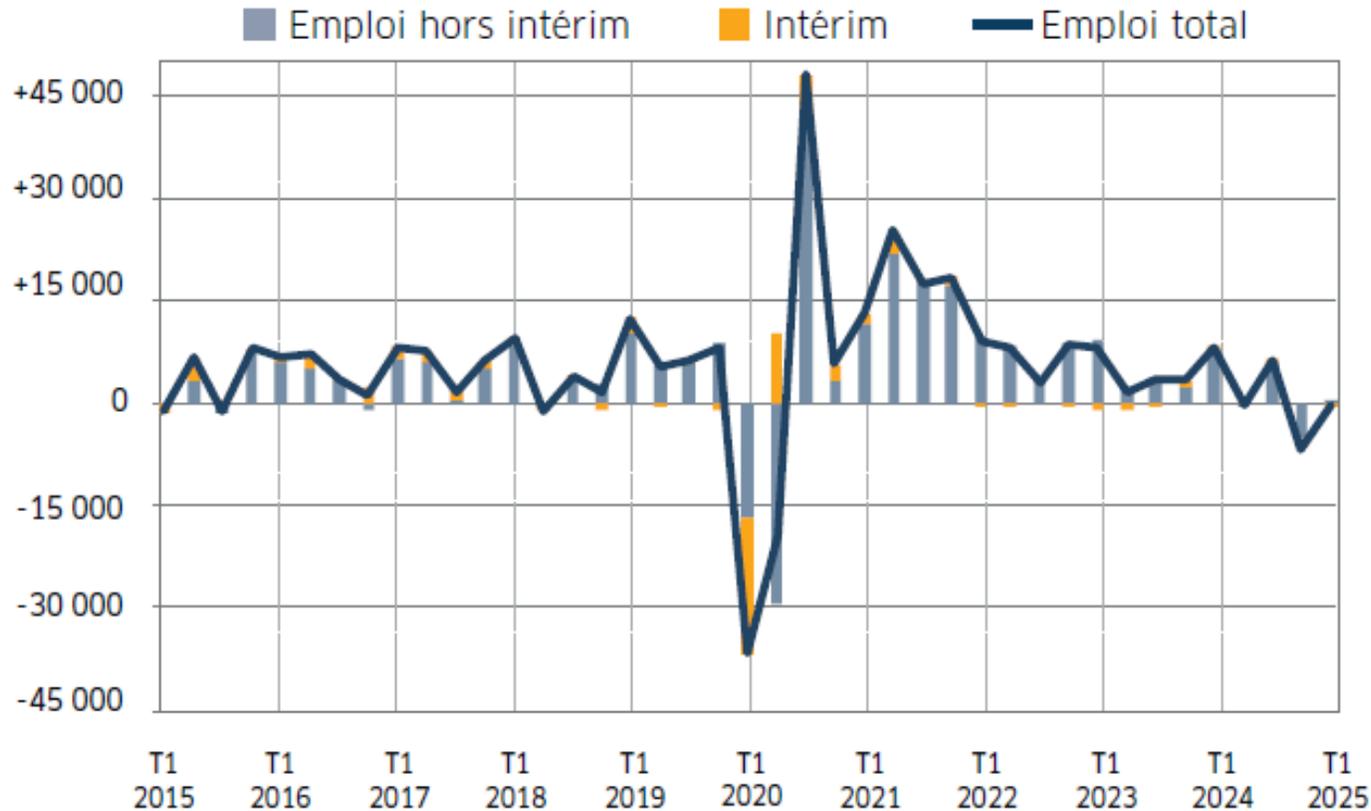
Note : données provisoires, corrigées des variations saisonnières

Champ : emploi salarié en fin de trimestre

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee

L'intérim se replie de nouveau, alors qu'il progressait chaque trimestre depuis fin 2023

② Contribution de l'emploi hors intérim et de l'intérim à l'évolution trimestrielle de l'emploi salarié, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données CVS, en nombre)



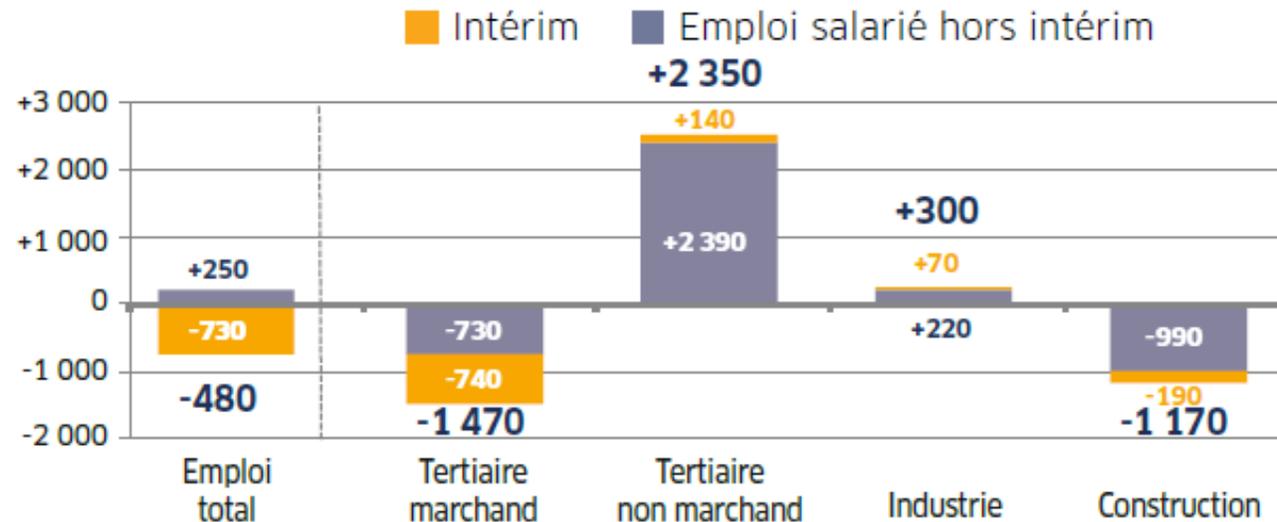
Au T1 2025,
- 480 emplois :
+250
emplois hors intérim
-730 intérimaires

Note : données provisoires

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

Un emploi sur deux détruit dans le tertiaire marchand est un emploi intérimaire

4 Évolution par secteur d'activité* de la contribution de l'emploi hors intérim et de l'intérim à l'emploi salarié, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données CVS, en nombre, entre la fin du T4 2024 et la fin du T1 2025)



* L'addition des quatre sous-secteurs d'activité ne correspond pas au total de l'emploi salarié, car le secteur *Agriculture, sylviculture et pêche* qui représente 1 % de l'emploi salarié en Provence-Alpes-Côte d'Azur n'est pas représenté

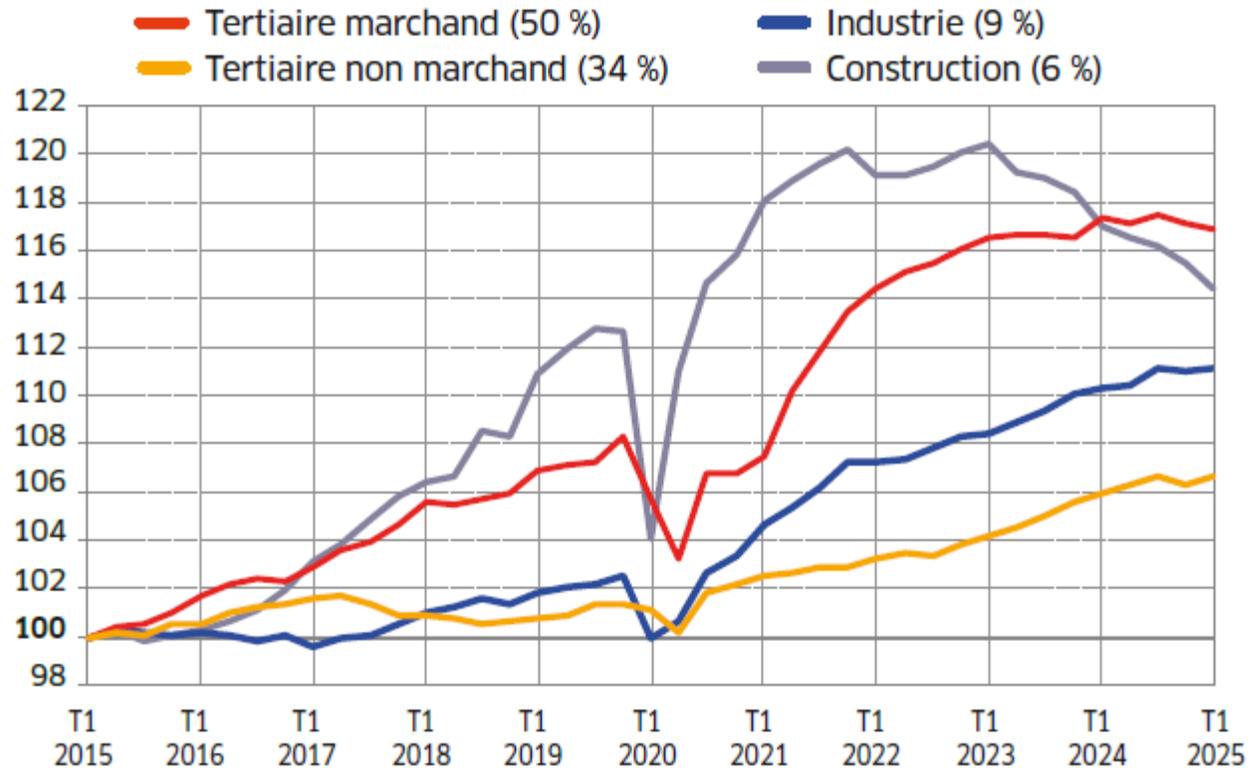
** Part des effectifs intérimaires du secteur dans l'effectif total du secteur (y compris intérim)

Note : données arrondies, provisoires

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee

Nouveau recul dans le tertiaire marchand et la construction

③ Évolution de l'emploi salarié, y compris intérim, en Provence-Alpes-Côte d'Azur (données CVS, base 100 au 1^{er} trimestre 2015)



Au T1 2025 :

-0,1 % (après -0,3 %)

-0,9 % (après -0,7 %)

+0,2 % (après -0,1 %)

+0,4 % (après -0,4 %)

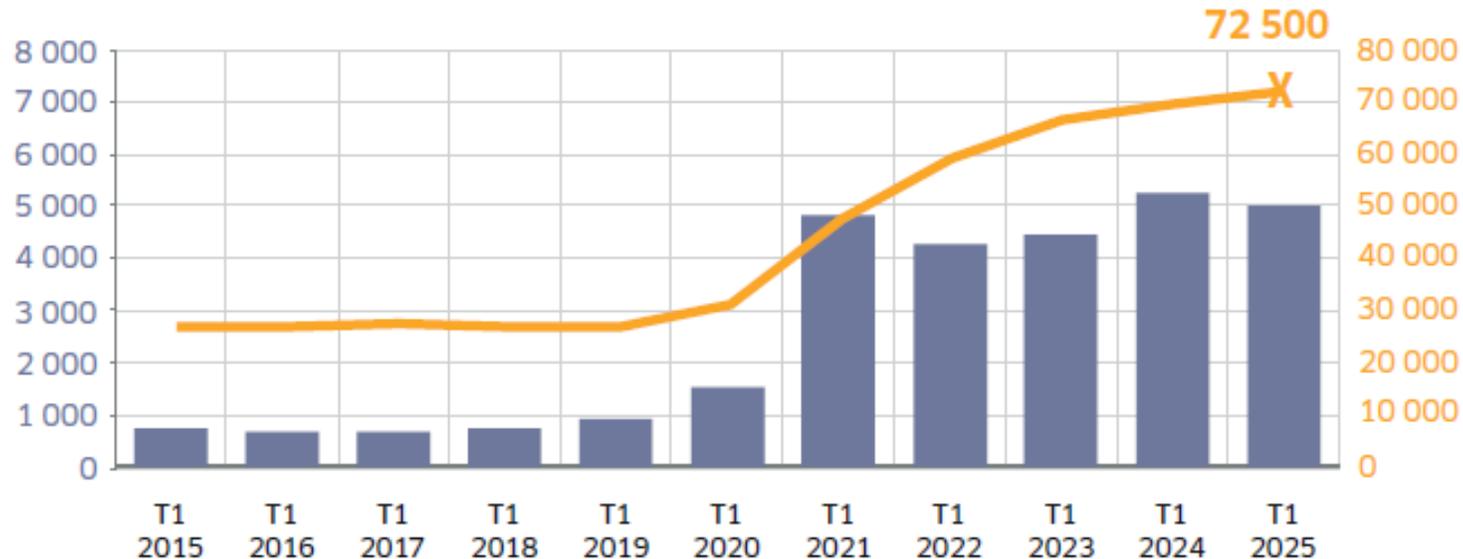
Note : données provisoires

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoff-Urssaf, Dares, Insee

Baisse des entrées en contrat d'apprentissage

5 Contrat d'apprentissage commencés dans le trimestre et en cours au 31 mars de chaque année, en Provence-Alpes-Côte-d'AZUR (données brutes, en nombre)

■ Cumul des entrées sur un trimestre (échelle de gauche) — Stocks de bénéficiaires en fin de 1^{ers} trimestres (échelle de droite)



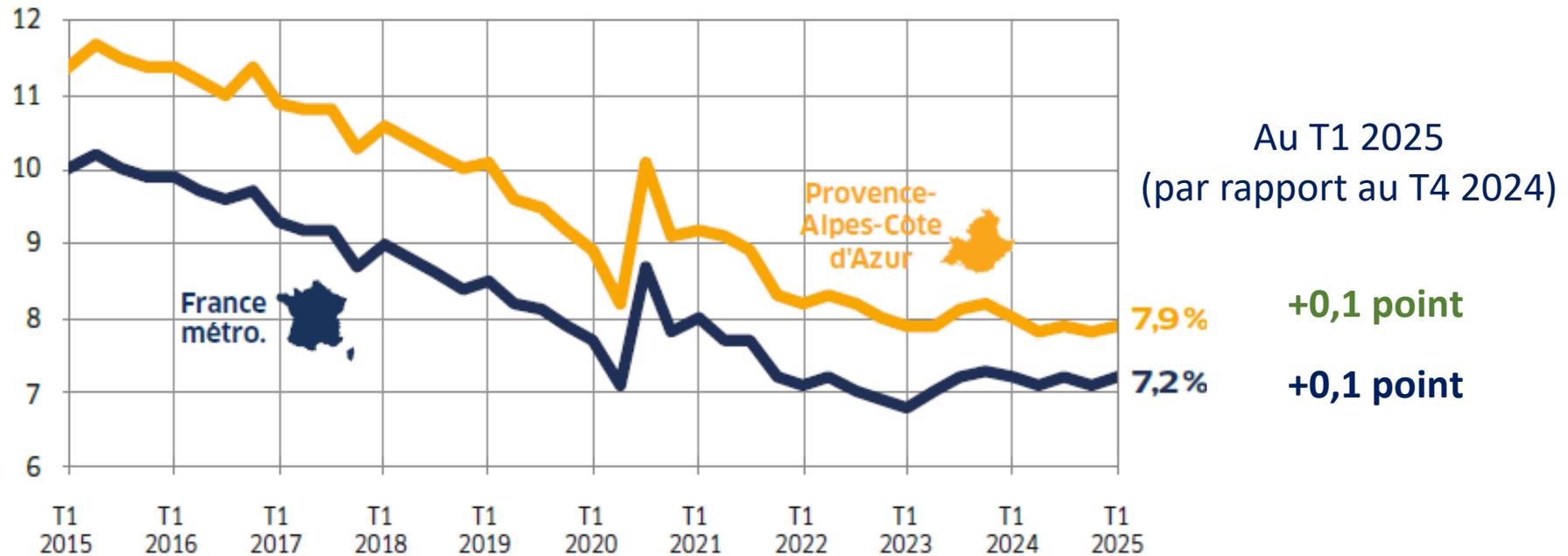
Note : données provisoires

Lecture : 5 100 contrats d'apprentissage ont commencé entre janvier et mars 2025 en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Fin mars 2025, la région compte 72 500 apprentis

Source : Système d'information sur l'apprentissage de la Dares - **Traitements :** Dares

Un taux de chômage quasi-stable

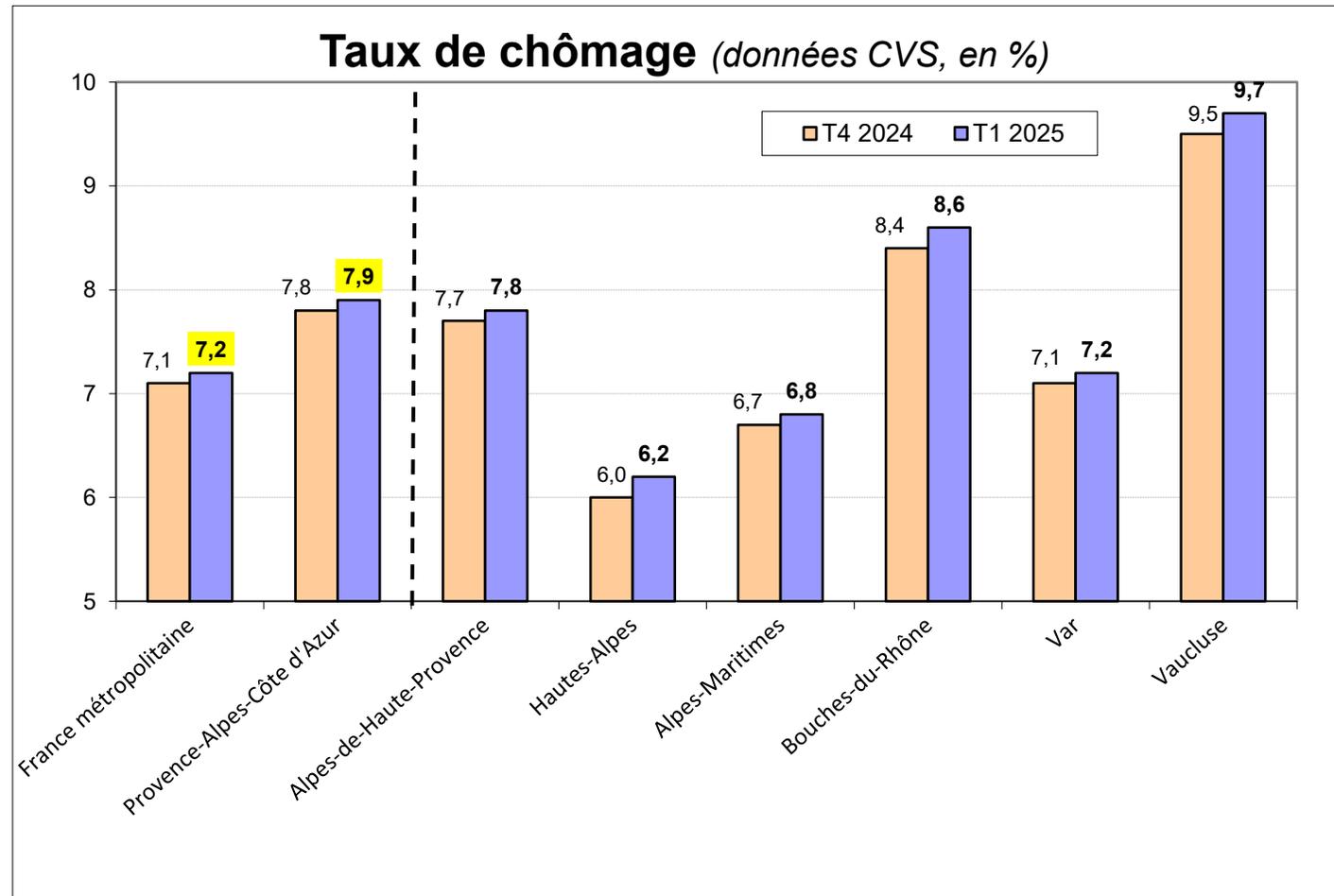
7 Taux de chômage (données CVS, en %)



Note : données trimestrielles provisoires ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT (national) et taux de chômage localisé (régional)

Un taux relativement stable dans tous les départements de la région

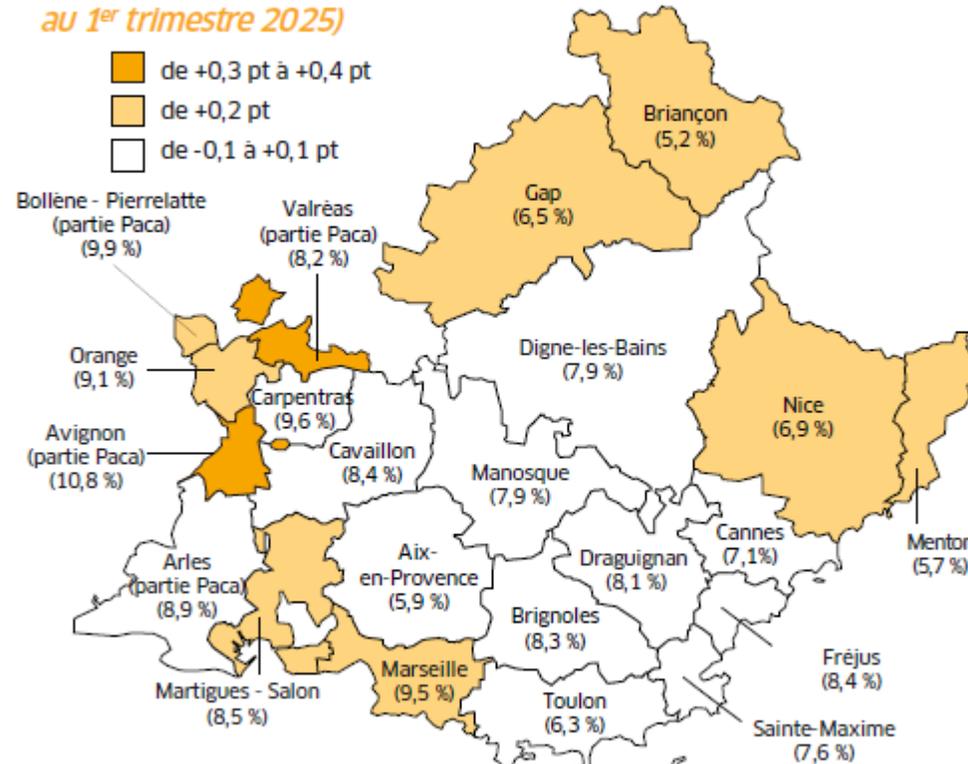


Note : données trimestrielles provisoires ; estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage national et de son évolution d'un trimestre à l'autre

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT (national) et taux de chômage localisé (régional et départementaux)

Les hausses du taux de chômage sont les plus fortes dans les zones d'emploi de Valréas et Avignon (Partie Paca)

8 Evolution du taux de chômage par zone d'emploi de Provence-Alpes-Côte d'Azur entre le 4^e trimestre 2024 et le 1^{er} trimestre 2025 (données corrigées des variations saisonnières, évolution trimestrielle en point et taux en % au 1^{er} trimestre 2025)



Provence-Alpes-Côte d'Azur : 7,9 % (+0,1 pt)

France métro. : 7,2 % (+0,1 pt)

Note : données provisoires

Source : Insee, taux de chômage localisés

Demande d'emploi : des évolutions altérées par la mise en place de la loi sur le plein emploi depuis janvier 2025

Comme le prévoit la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, **depuis janvier 2025, de nouveaux publics sont systématiquement inscrits à France Travail :**

- **les demandeurs et bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active) ;**
- **les jeunes en recherche d'emploi** suivis par les missions locales en CEJ (Contrat d'engagement jeune), Pacea (Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie) ou AIJ (Accompagnement intensif des jeunes) ;
- **les personnes en situation de handicap** suivies par Cap emploi.

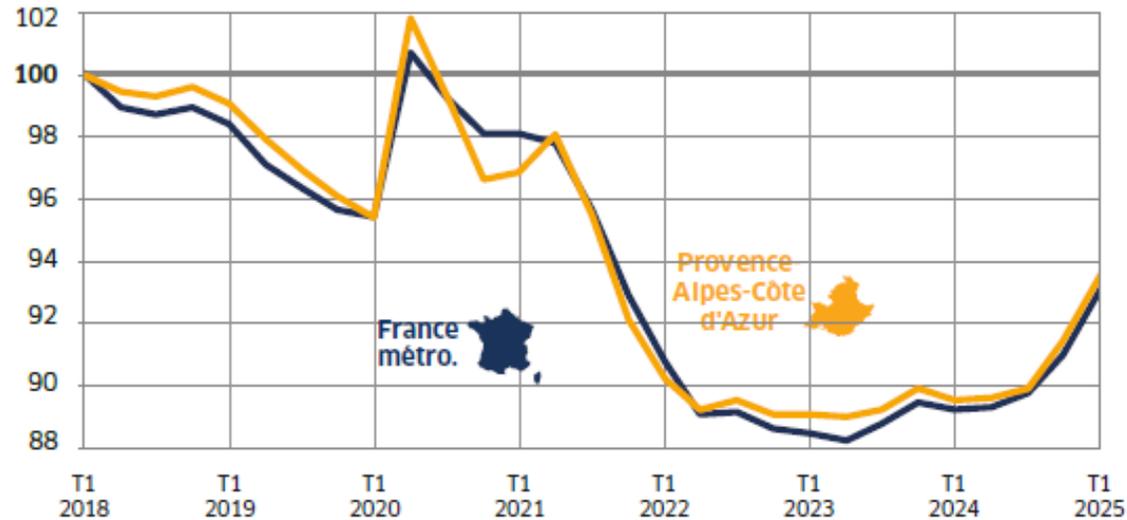
Selon leurs situations socioprofessionnelles, ces publics sont orientés vers différents parcours d'accompagnement. L'orientation des personnes bénéficiant déjà du RSA avant la mise en place de la réforme étant progressive à partir du 1^{er} janvier 2025, la montée en charge statistique l'est aussi.

Pour prendre en compte les situations de ces nouveaux publics, **deux nouvelles catégories statistiques sont créées, selon les recommandations du Cnis : la catégorie F pour les personnes orientées en parcours social et la catégorie G pour les demandeurs et bénéficiaires du RSA en attente d'orientation.**

Cette phase de transition devrait durer deux ans en France métropolitaine. **Afin d'appréhender les évolutions conjoncturelles du nombre d'inscrits à France Travail pendant cette période, la Dares a mis à disposition, aux niveaux national et régional seulement, des indicateurs complémentaires hors bénéficiaires du RSA et hors jeunes « en parcours » (CEJ, Pacea et AIJ).** Ces séries, dites « contrefactuelles », ne sont pas disponibles au niveau départemental. Elles sont présentées dans la diapositive suivante.

Un deuxième facteur perturbe les statistiques d'inscrits à France Travail Travail début 2025 : la modification des règles d'actualisation

9 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en catégories A, B, C, hors BRSA et hors jeunes en parcours (données CVS-CJO, base 100 au 1^{er} trimestre 2018)



Note : données en moyenne trimestrielle

Source : France Travail, Dares (STMT) - Calculs des CVS-CJO : Dares

Au T1 2025
(par rapport au T4 2024)

+2,3 % (après +1,7 %)

+2,3 % (après +1,4 %)

Avvertissement : les évolutions du 1^{er} trimestre 2025 sont perturbées par une modification des règles d'actualisation par France Travail qui conduit à rehausser le nombre d'inscrits en catégories A, B, C. En effet, depuis janvier 2025, tant qu'elles ne signent pas leur contrat d'engagement, les personnes qui s'inscrivent à France Travail et qui n'ont pas de droits à indemnisation n'ont pas à s'actualiser. Elles sont alors inscrites en catégorie A jusqu'à la signature de ce contrat. Cela a un impact à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégories B et C (étant dispensés d'actualisation, ces nouveaux inscrits non indemnisables ne déclarent pas d'activité réduite) et à la baisse sur le nombre de sorties des listes. Cette évolution a donc un effet à la hausse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, B, C.

En neutralisant les effets d'ajustements dans les procédures d'actualisation des demandeurs d'emploi, la Dares estime que la hausse réelle du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C serait de **+1,3 %** par rapport au 4^e trimestre 2024 (estimation réalisée au niveau national uniquement).

Pour en savoir plus

La **Note de conjoncture** de la Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur:

<https://paca.dreets.gouv.fr/Les-publications-periodiques-9124>

Les **éclairages conjoncturels départementaux** :

<http://paca.dreets.gouv.fr/Les-outils-de-pilotage-territorialises>

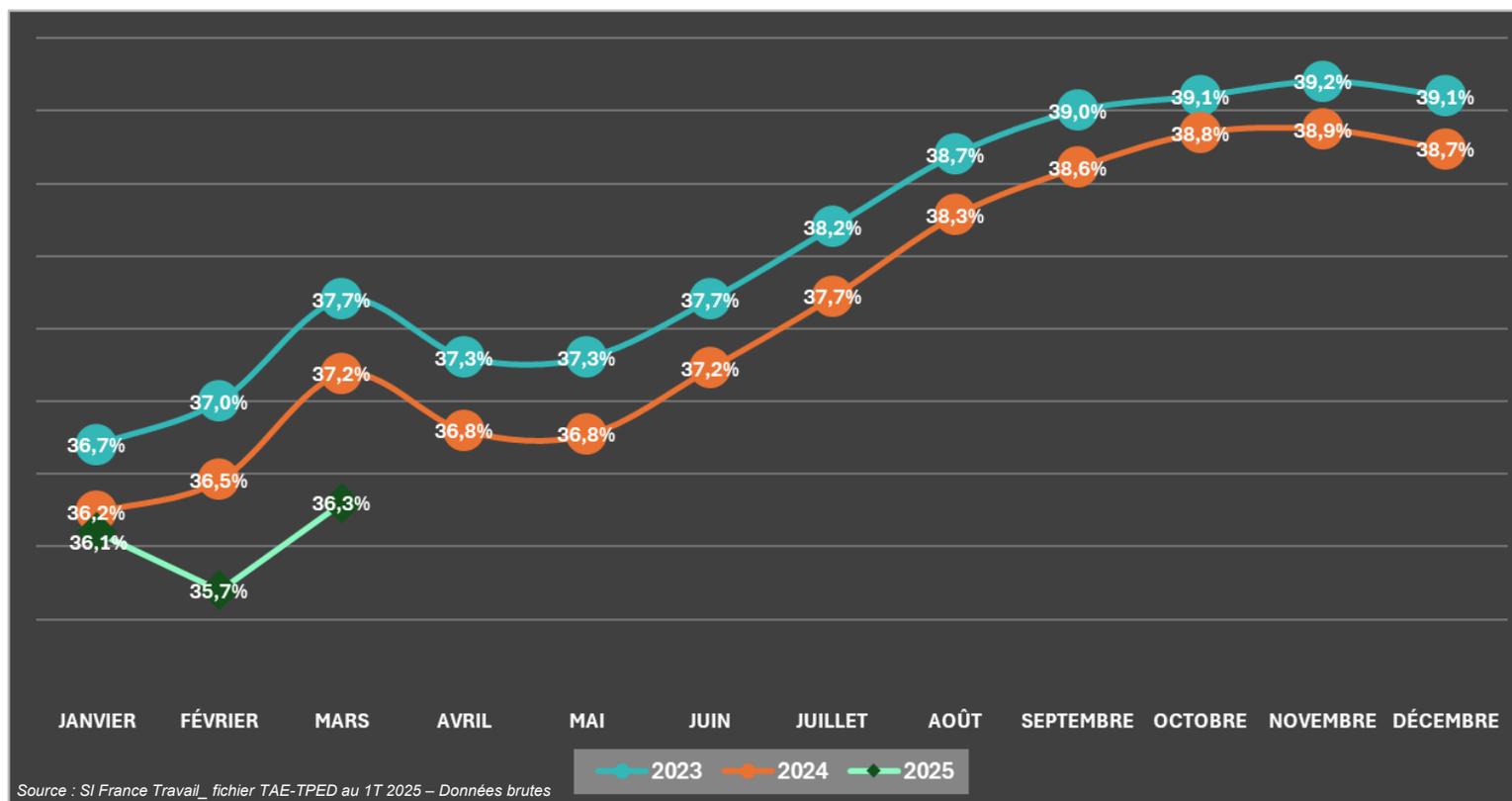
Retrouvez tous nos indicateurs dans le **Tableau de bord des indicateurs clés**

en téléchargement sur le site de la Dreets Provence-Alpes-Côte d'Azur :

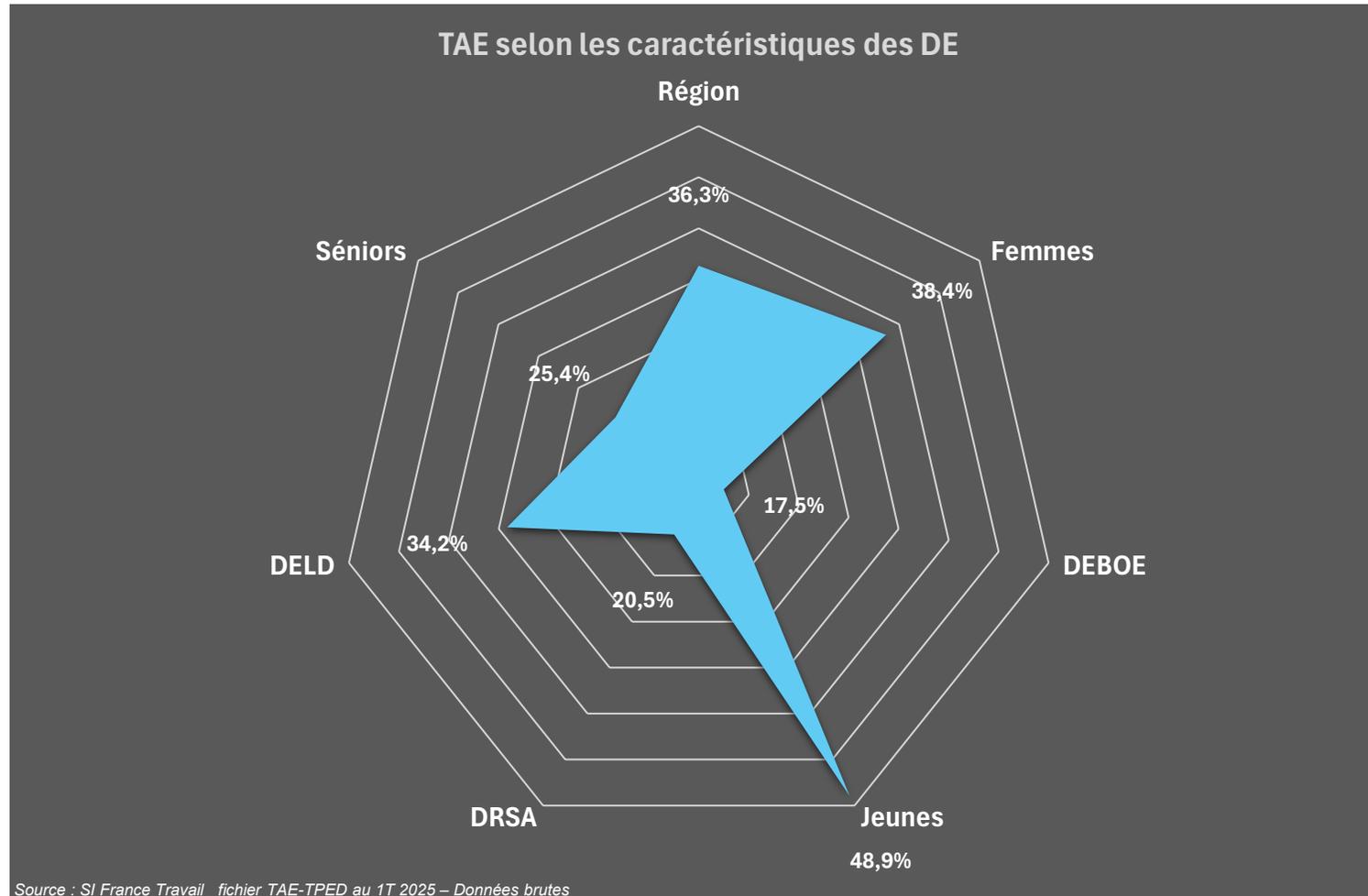
<https://paca.dreets.gouv.fr/Les-indicateurs-cles-de-la-Dreets-Paca>

Taux d'accès à l'emploi

Taux d'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi en catégories A ou B en cumul civil :

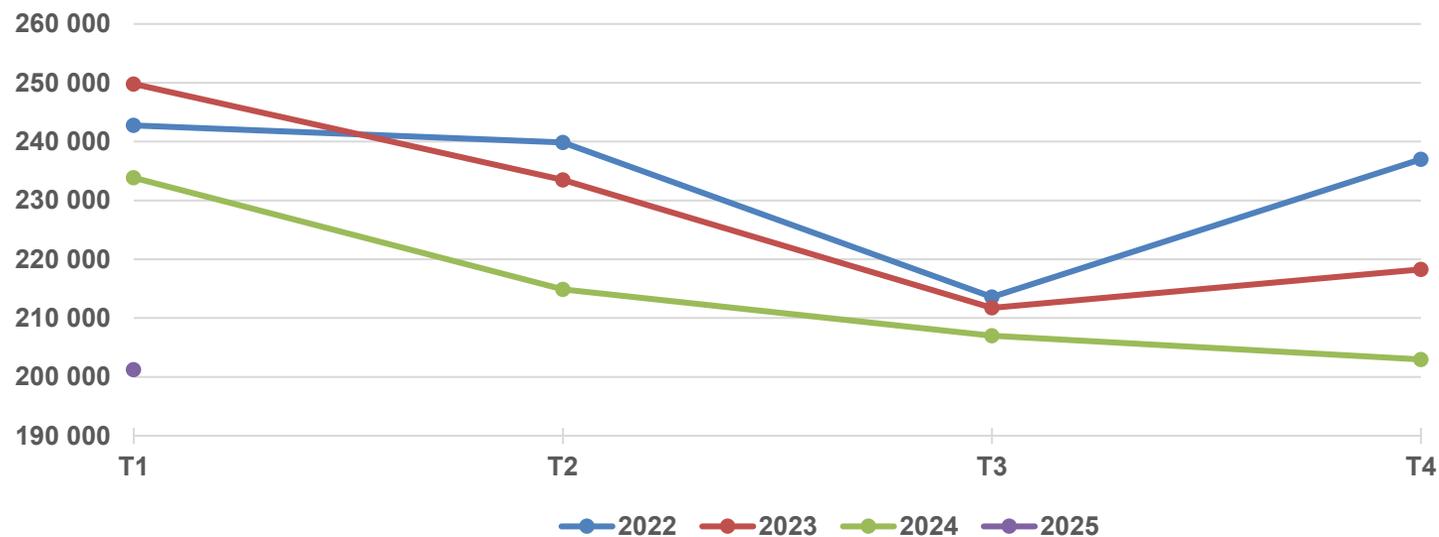


Taux d'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi en catégories A ou B selon leurs caractéristiques :



Les offres d'emplois diffusées

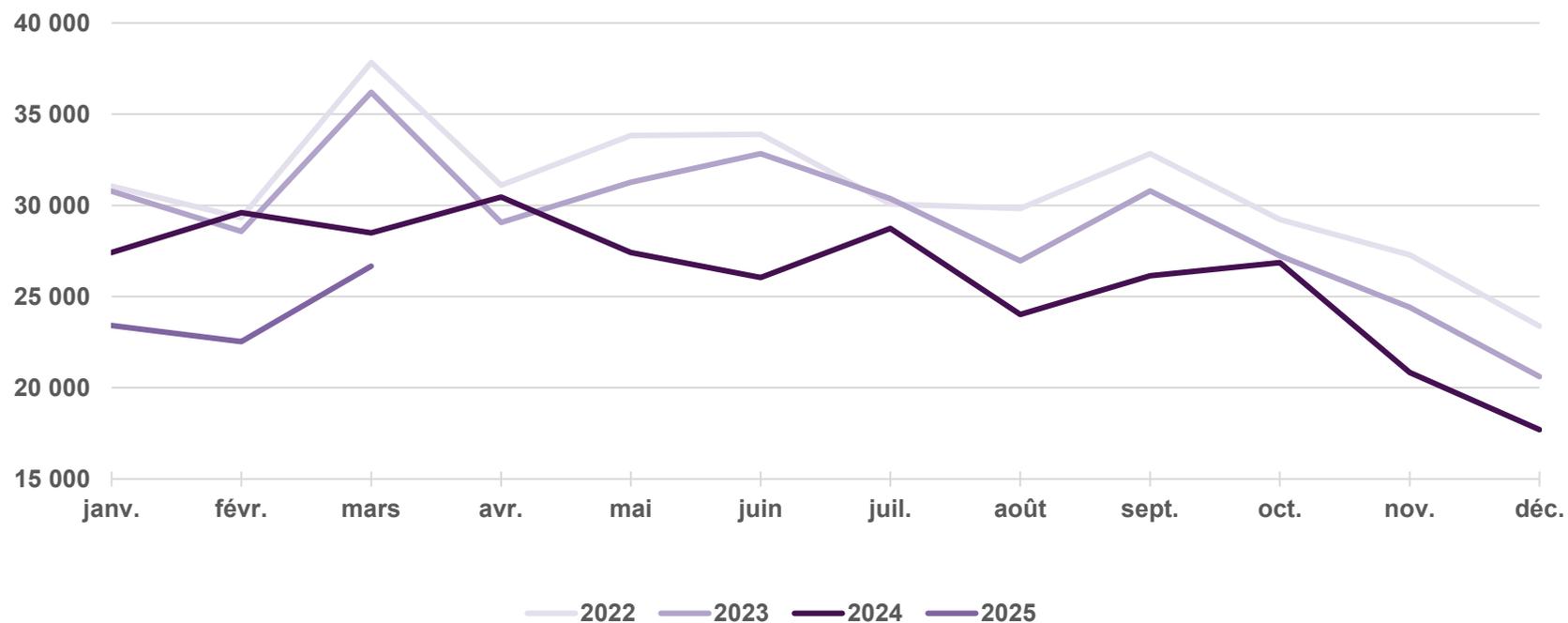
Evolution trimestrielle du volume d'offres diffusées en région :



Source : SI France Travail STMAT offres partenaires au 1T 2025 – Données brutes

Les offres d'emplois collectées

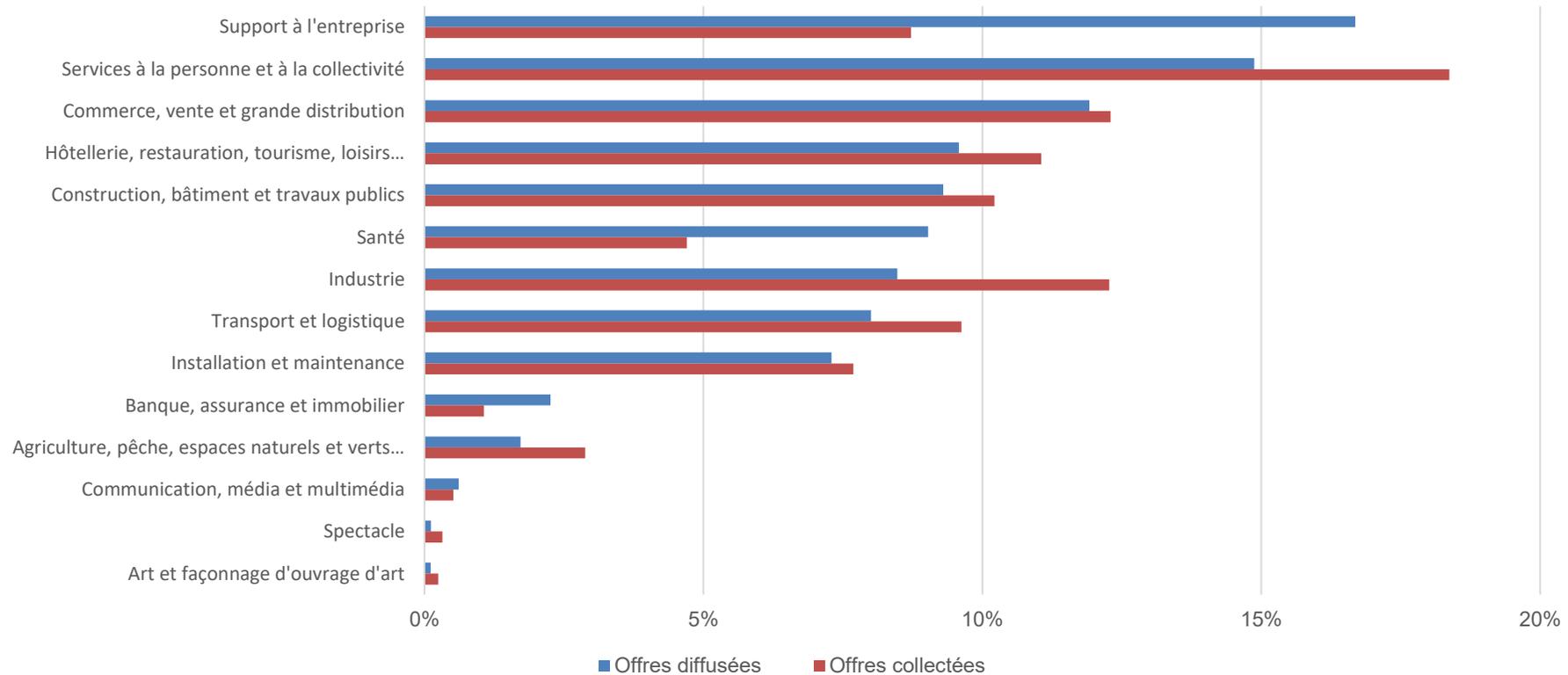
Evolution du volume mensuel d'offres collectées par l'opérateur France Travail en région :



Source : SI France Travail STMAT offres enregistrées au 1T 2025 – Données brutes

Les offres d'emplois

Répartition (poids) des offres dans les 14 grands domaines professionnels :



Source : SI France Travail STMAT offres partenaires au 1T 2025 – Données brutes

Les offres d'emplois

Comparaison des offres diffusées, des offres collectées et des offres scrappedées

En 2023, sur 12 mois glissants :

- **Offres collectées par France Travail : 349 110**
- **Offres diffusées : 913 350 (offres collectées + offres partenaires)**
- **Offres scrappedées : 1 020 130 (offres scrappedées par la DARES dans le cadre du calcul des indicateurs de tension)**

Le Transport-Logistique en Provence-Alpes-Côte d'Azur

Thierry Lançon

Chargé d'études

Direction régionale de France Travail
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Fabien Miroso

Chargé d'études emploi-formation

Carif-Oref
Provence-Alpes-Côte d'Azur



Diagnostic métier en tension

Conducteurs de transport en commun sur route

Fabien Miroso – Carif-Oref



Diagnostic métier en tension

Conducteurs de transport en commun sur route

✓ Contexte et objectifs

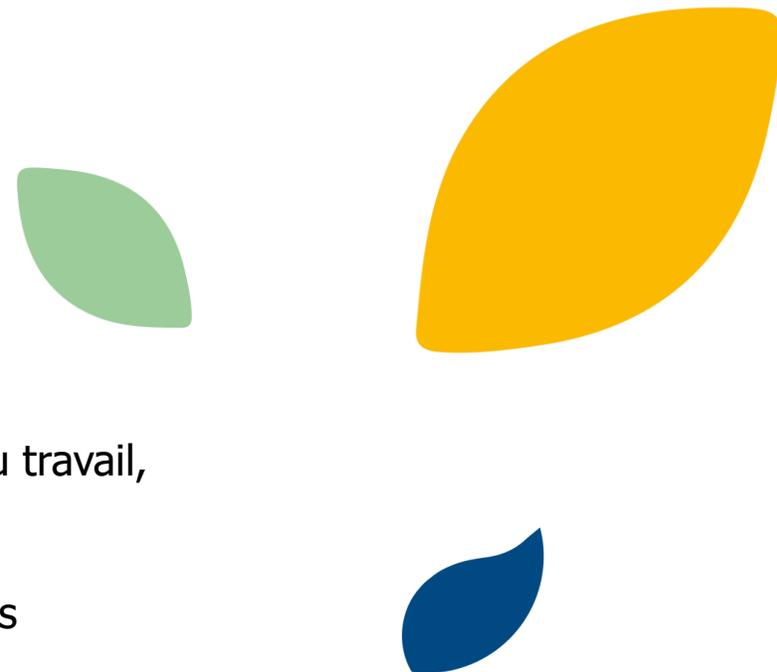
- Diagnostic produit par le Carif-Oref pour la Dreets et le Conseil régional
- Mobilise un ensemble d'informations régionalisées : recensement, marché du travail, emploi, formation, insertion...
- Permet d'identifier les causes des **difficultés de recrutement**
- Propose des pistes d'actions, approfondies avec des acteurs locaux (branches professionnelles, opérateurs de l'emploi, organismes de formation...)

✓ Chiffres clés emploi-formation en région

- Différentes appellations : *chauffeurs de bus, de car, conducteur de transport scolaire...*
- 9 330 personnes en exercice : 16 % de femmes, 92 % de CDI, 18 % à temps partiel
- 1 955 demandeurs d'emploi pour ce métier (49 % ont niveau CAP-BEP)
- Difficultés de recrutement importantes, en **tension forte** dans tous les départements

✓ Des enjeux emploi-formation liés à...

- L'attractivité du métier et aux besoins en main-d'œuvre
- La formation et aux besoins en compétences
- La fidélisation de la main-d'œuvre et la qualité de vie au travail



Attractivité du métier et besoin en main-d'œuvre

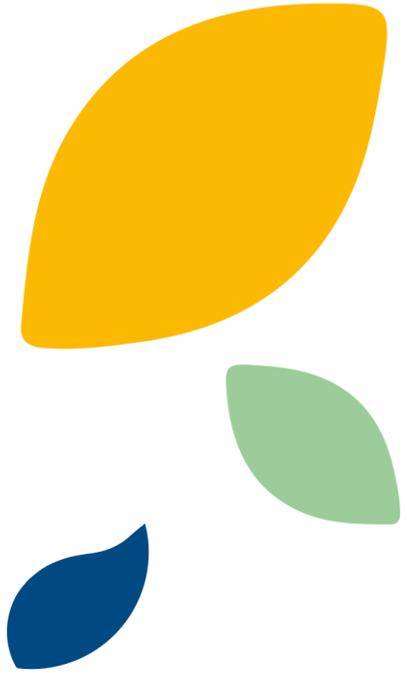
Conducteurs de transport en commun sur route

✓ **Enjeux**

- Progression des emplois, des besoins à court et long terme, avancée en âge
- Besoins en hausse mais plus souvent sur des contrats courts
- Concentration territoriale de l'offre et de la demande d'emploi
- Peu attractif pour les jeunes
- Faible mixité des effectifs

✓ **Pistes d'actions**

- Mobiliser les acteurs de l'orientation, poursuivre les actions de communication (vidéos, témoignages) en direction des jeunes
- Poursuivre l'accompagnement des DE : POEC, POEI, « Détection de potentiel » « Semaine des métiers du Transport-Logistique »...
- Développer la féminisation du métier (« ambassadrices métiers »)
- Accompagner les sociétés de transports de voyageurs à la transition énergétique



Formation et besoins en compétences

Conducteurs de transport en commun sur route

✓ **Enjeux**

- Métier réglementé : permis D requis, TP CTCR, 18 ans
- Contexte d'exercice et compétences variés : navettes touristiques, ramassage scolaire...
- Niveau infrabac prégnant chez les professionnels
- Formation continue des DE = principal vivier de recrutement

✓ **Pistes d'actions**

- Développer la bi-formation (ex : conducteur scolaire et aide à domicile)
- Renforcer les formations bac et postbac (ISTELI Marseille)
- Développer l'apprentissage, stratégies d'accès progressif à la conduite de voyageurs
- Densifier les partenariats recruteurs-réseau pour l'emploi (« Entreprises éphémères »)
- Poursuivre la simplification administrative : décrets du 27/09/2024 et du 30/04/2021...

Fidélisation de la main-d'œuvre et QVT

Conducteurs de transport en commun sur route

✓ **Enjeux**

- Emplois stables... mais croissance des contrats courts, temps partiel
- Salaires modérés
- Conditions de travail exigeantes, parfois risquées
- Concurrence entre donneurs d'ordres
- Aspirations variables selon les générations

✓ **Pistes d'actions**

- Accompagner les salariés retraités, en situation de cumul emploi-retraite
- Adopter une approche structurelle en matière de QVT
- Renforcer la sécurité dans les transports collectifs
- Travailler sur la marque employeur, les aspirations des salariés pour fidéliser
- Sensibiliser clients et usagers : rôles et mission du conducteur, respect des pauses...

Sources et références

Conducteurs de transport en commun sur route

✓ **Nomenclatures et sources statistiques**

- Familles professionnelles (FAP) en 225 postes (Dares), permettent une analyse conjointe sur l'emploi et le chômage par métier. FAP utilisée : « [J3Z41 – Conducteurs de transports en commun sur route](#) »
- Sources mobilisées : indicateurs métiers en tension 2011-2022, DEFM ABC au 31.12.2023 (Dares, France Travail) ; offres d'emploi diffusées 2023, Enquête BMO 2024 (France Travail) ; actif en emploi (RP 2019-2023), base Tous salariés 2022 (Insee) ; effectifs en formation 2022 (Carif-Oref Paca)

✓ **Acteurs clés pour ce métier**

- Branches professionnelles et autres organisations paritaires : AFT Transport & Logistique, Transition Pro, OPCO Mobilités
- Organisation patronale et cluster : FNTV Sud, UTPF, Fnaut
- Organismes consulaires : Chambre de commerce et d'industrie (CCI)
- Acteurs et dispositifs de prévention des risques professionnels : INRS ; PRST
- Acteurs publics et prescripteurs : Conseil régional ; Dreetts ; Rectorats ; France Travail ; Missions locales, Maisons de la mobilité, ORT PACA



Ressources utiles

Métier en tension Conducteurs de transport en commun sur route Carif-Oref (Décembre 2024)

**Diagnos des métiers en tension
Conducteurs de transport en commun sur route**

Le présent diagnostic porte sur le métier « Conducteurs de transport en commun sur route ». Avec 9 200 emplois en Provence-Alpes-Côte d'Azur, il s'agit d'un des métiers les plus nombreux de la région. Il nécessite une bonne maîtrise de la conduite et une connaissance approfondie des itinéraires et des horaires. Ce diagnostic, réalisé à la demande de la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de Provence-Alpes-Côte d'Azur, vise à identifier les besoins en formation et à proposer des pistes d'action adaptées aux besoins actuels de la région.

Chiffres-clés emploi-formation en région

- 9 200 emplois en tension
- 1 200 personnes en formation
- 100 personnes en formation
- 100 personnes en formation
- 100 personnes en formation

Un début d'année atone pour l'économie Insee (juin 2025)

Un début d'année atone pour l'économie
Note de conjoncture régionale - 1^{er} trimestre 2025

Au premier trimestre 2025, l'économie de Provence-Alpes-Côte d'Azur marque le pas, dans un contexte national également décevant. Dans le privé, l'activité économique, mesurée par les heures rémunérées, reste de 0,2 %. Toutefois, l'emploi salarié total est stable et le taux de chômage reste proche de ses plus bas niveaux historiques.

Les dynamiques sectorielles demeurent contrastées en ce début d'année. L'activité dans l'industrie continue de croître, quoique plus faiblement. La construction reste en recul, mais en matière d'activité et d'emploi que de créations d'entreprises. L'activité dans le secteur marchand s'est également redressée. Sur un an, ce secteur contribue à première baisse d'emploi depuis 2020. Le tertiaire non marchand se redresse, avec un regain de l'activité et de l'emploi, notamment dans la santé et l'action sociale.

Dans ce contexte, les créations d'entreprises sont en baisse. Les défaillances d'entreprises restent ce trimestre, en particulier dans l'industrie et les transports. Elles demeurent toutefois à un niveau élevé dans l'économie.

Vers un retournement du marché du travail Dreets (juin 2025)

LA NOTE DE CONJONCTURE DE LA DREETS PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
N° 18 1^{er} trimestre 2025

Vers un retournement du marché du travail ?

Au 1^{er} trimestre 2025, l'emploi salarié est stable en Provence-Alpes-Côte d'Azur, après avoir enregistré fin 2024 son premier recul depuis la crise sanitaire. Indemnes, les bases des effectifs se poursuivent dans les secteurs où l'emploi est en croissance, mais elles ne compensent pas en totalité les pertes dans les autres secteurs. Le nombre de salariés continue de croître, mais à un rythme plus faible que celui des emplois. En France, la situation est également stable, si ce n'est positive, dans le secteur privé, les créations d'entreprises continuent de croître, mais à un rythme plus faible qu'en 2024. Le tertiaire non marchand est en croissance, mais à un rythme plus faible qu'en 2024. Le secteur marchand est en recul, mais à un rythme plus faible qu'en 2024. Le tertiaire non marchand est en croissance, mais à un rythme plus faible qu'en 2024. Le secteur marchand est en recul, mais à un rythme plus faible qu'en 2024.

Tableau de bord du Réseau pour l'emploi France Travail (juin 2025)

Tableau de bord du Réseau pour l'emploi

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Description des publics
34,9% en 2024
36,1% en 2025

Taux de présence des bénéficiaires de l'accompagnement
96,1% en 2024
96,1% en 2025

Taux de présence des offres
21,8% en 2024
25,8% en 2025

Taux de réussite des offres
23,5% en 2024
23,8% en 2025

Taux de réussite des offres de l'emploi
73,7% en 2024
71,7% en 2025

Taux de réussite des offres de l'emploi
59,9% en 2024
59,7% en 2025

Conclusion



Publication du communiqué au plus tard le **11 juillet 2025**.



La prochaine plénière aura lieu fin **septembre/début octobre 2025**...



... sur les données du **2^e trimestre 2025**,



... avec un zoom **Santé-Social**.

Merci de votre attention !

www.observation-partenariale-conjoncture.org



opc@cariforef.fr

